

Abonnements par la poste :

Edition quotidienne	
CANADA ET ETATS-UNIS	\$5.00
UNION POSTALE	\$5.00
Edition hebdomadaire	
CANADA	\$1.00
ETATS-UNIS	\$1.50
UNION POSTALE	\$2.00

Directeur : HENRI BOURASSA

LES ÉLECTIONS
PROVINCIALES

Les lecteurs du *Devoir* se réjouiront, nous n'en doutons pas, de la décision de M. Armand Lavergne. Sa situation à Québec était devenue fautive. Il ne pouvait plus faire cause commune avec l'opposition, redevenue un simple comité électoral du ministère tory-jingo d'Ottawa. Il ne pouvait davantage se rallier au ministère Gouin, dans lequel subsistent trop des mauvaises tendances que l'ancien député de Montmagny a dénoncées et combattues avec tant d'éclat. Il ne pouvait donc mieux faire que de quitter la Législature afin de se réserver, s'il y a lieu, pour les luttes prochaines dans une sphère plus vaste.

La retraite de M. Lavergne enlève à l'élection provinciale le seul élément d'intérêt et d'indépendance qui lui restait. La lutte retombe dans ce que M. Philémon Cousineau a appelé « les fortes lignes », dans ce que les gens intelligents appellent l'ornière étroite des partis.

Un peu partout, le régime absurde, stupide et abrutissant des partis cratue et s'effrite. En Angleterre, berceau du régime parlementaire, la plupart des esprits supérieurs constatent que si ce mode de gouvernement doit subsister, il faut le débarrasser du parasitisme des partis, né à la faveur des luttes dynastiques du dix-huitième siècle.

Au Canada, les partis ont encore moins leur raison d'être qu'en Angleterre, dans la province de Québec moins qu'en toute autre province, et à l'heure actuelle moins qu'à toute autre période de l'histoire de la Confédération. Or, c'est le moment précis que M. Cousineau a choisi pour tenter de reconstituer les « fortes lignes de parti » et d'éliminer de la politique provinciale tous les éléments d'indépendance, de véritable progrès et de saine éducation que le mouvement nationaliste de 1908 avait fait surgir. Ceci donne l'exacte mesure de l'homme. Ceux qui connaissent le député de Jacques-Cartier savent qu'il est tout juste de taille à jouer ce rôle.

La retraite de M. Tellier va encore accentuer cette situation. Le député de Joliette était un homme de parti, mais par habitude plus que par tempérament. Il portait la trace indélébile des hommes de sa génération, nés et grandis, ou plutôt rétrécis, dans l'atmosphère opacifiée des partis. Mais sa droiture naturelle, sa haute conception du devoir, son intégrité à toute épreuve, lui permettaient, à l'occasion, de résister aux exigences des plus avilissantes de son parti. C'est précisément à cause de cela qu'on lui a préféré M. Cousineau. Cette seule préférence suffit à faire juger de l'intelligence des partis en général et du parti conservateur en particulier.

L'élection se réduit donc aux proportions d'une lutte entre le parti libéral dirigé par M. Gouin et le parti conservateur dirigé par M. Cousineau. Qui saurait douter du résultat ?

Une caricature du *Nationaliste* a fort bien illustré la situation. Le petit Cousineau menace le gros Gouin de ses petits poings fermés. Ses menottes n'arrivent pas même à la hauteur des amples bajoues... postérieures de son adversaire. Sans lâcher son cigare, sans même se retourner, le gros se borne à dire au petit, par-dessus son épaule : « Fais-toi pas de bile, Philémon ; je ne suis peut-être pas Goliath, mais tu n'as pas la fronde de David, à ce que je vois. »

Nos amis nous connaissent assez pour savoir que nous ne sommes pas au service de la force. En 1907, nous avons apporté notre appui à l'opposition conservatrice de Québec au moment où elle était totalement désarmée. Elle n'avait plus ni programme, ni idées, ni argent. Son unique valeur, M. Tellier, n'était pas même soutenue par la majorité des politiciens conservateurs.

Comme parti, elle est aujourd'hui en fort meilleure posture. Redevenue la chose du parti tory d'Ottawa, elle est assurée d'appuis matériels qui lui faisaient défaut en 1908. L'argent et le patronage fédéral vont probablement lui valoir quelques circonscriptions électorales de plus. Certains reniements opportuns de M. Cousineau — ses déclarations en faveur de l'union législative des provinces, son vote sur le bill Galipeault, son zèle pour la guerre et l'Empire — lui assurent l'appui chaleureux de la clique du *Mail* et, généralement, de la presse tory, qui a rarement perdu l'occasion de darder M. Tellier dans le dos, avant comme après son alliance avec les Nationalistes. Il est donc fort possible que M. Cousineau revienne à la Législature avec quelques partisans de plus. Il n'en sera pas moins défait, en dépit des « fortes lignes de parti » qu'il a reconstituées — ou peut-être à cause de cela.

Le peuple, un peu partout et peut-être chez nous plus qu'ailleurs, aime à voter pour quelque chose et pour quelqu'un. Le parti libéral, c'est quelque chose ; Gouin, c'est quelqu'un. Le parti conservateur québécois, ce n'est plus rien ; Cousineau, ce n'est personne.

Il y a donc toute chance que le peuple de la province dise à M. Cousineau, comme dans la chanson : « T'es ben qu'trop petit, mon ami ! »

A certains égards, c'est malheureux. Tant que dure le stupide régime des partis, l'un des rares correctifs de ses inconvénients, c'est un équilibre des forces de gouvernement et d'opposition. Une opposition peut être forte par le nombre, plus forte encore par la valeur de ceux qui la dirigent. Selon toute probabilité, l'opposition va sortir de la lutte faible en nombre et surtout lamentablement nulle dans sa direction. Ce qu'on peut souhaiter de plus désirable pour la province, c'est qu'elle renferme quelques hommes de valeur qui suppléent partiellement à l'insuffisance du chef. Et encore, dans un parti constitué selon la tradition des « fortes lignes », les bras et les pieds ne peuvent guère agir, quand la tête est vide ou absente.

Le ministère Gouin, comme tout gouvernement parlementaire, aurait besoin d'être surveillé. Sans doute, il s'est notablement amélioré : M. Lavergne l'a indiqué. On s'explique qu'écroulé par le crétinisme dans lequel est retombée la faction dirigée par M. Cousineau, M. Lavergne ait fait bénéficier le cabinet Gouin de ses dégoûts et de ses légitimes représailles contre l'opposition. Situé comme il l'a été depuis quatre ans, qui ne serait tenté d'en faire autant ?

Sorti depuis plus longtemps que lui de la sentine parlementaire, je me sens disposé à voir les hommes et les partis sous un angle plus lointain, par conséquent plus étendu.

Un cabinet Gouin est assurément plus acceptable à tous égards qu'un cabinet Cousineau, lequel ne saurait être qu'une caricature de gouvernement, un gouvernement-joujou, dont le chef apparent danserait dans les mains des ministres torys-impérialistes d'Ottawa comme une marionnette de Guignol. Mais il y a autorité du ministère Gouin — et dans le ministère — des hommes et des tendances qui ont besoin d'être surveillés de très près.

Certaines coteries puissantes — telle la clique Robert-Perron et Cie, qui fait la pluie et le beau temps à Québec en tout ce qui concerne les affaires de Montréal — reçoivent l'appui constant du ministère et jouissent des faveurs toutes spéciales du premier ministre. M. Cousineau n'a pas tort lorsqu'il dit que M. Gouin est l'homme des grosses corporations. Le malheur, c'est que, son parti et lui-même étant la chose des politiciens torys d'Ottawa, ses dénonciations n'inspirent qu'une médiocre créance. Il en est de même des accusations de péculat et de pot-de-vinage. Nul doute qu'une enquête sur la construction du palais pénitentiaire de Bordeaux révélerait les tares qui marquent toutes les entreprises publiques. Mais M. Cousineau et ses amis, en faisant silence sur tous les abus de l'administration fédérale, se présentent mal comme vengeurs de la morale et de la probité publiques.

L'étouffement de l'enquête Prévost-Kelly et du scandale Mousseau-Bérard est assurément déshonorant. Mais les gens qui ont pallié l'écœurante histoire de Coderre-Lalumière et Cie sont mal venus comme inquisiteurs. Et l'accablante donnée à M. Cousineau par la clique du *Mail* n'est pas pour augmenter la confiance publique dans la sincérité du nouveau leader conservateur. Les gens qui n'ont pas d'intérêts de parti à servir,

ni d'appétits à rassasier, n'ont pas oublié qu'à la clôture de l'enquête parlementaire sur le scandale Mousseau-Bérard, le *Mail*, organe préféré de M. Cousineau, a décerné à M. Gouin un certificat de parfaite conduite.

Les finances de la province ne sont pas en aussi brillant état que les peignent M. Gouin et ses collègues. Il y a plus d'un trou sous la croûte dorée des apparences. N'y eût-il que les obligations indirectes, lesquelles ne figurent pas au bilan de la dette, que la situation financière de la province mériterait une attention vigilante. Mais cette situation n'en est pas moins supérieure à celle de la plupart des autres provinces ; et l'ignorance phénoménale dont M. Cousineau a fait preuve en ces matières, la légèreté et la suffisance avec lesquelles il a brouillé les chiffres et commis les erreurs les plus grotesques démontrent qu'il n'est pas le contrôleur dont la compétence s'impose.

Dans l'ordre de la politique générale, le ministère a fini par accepter en théorie la plupart des réformes que nous avons préconisées, de 1907 à 1912. Mais, en pratique, dans l'administration du domaine public surtout, les influences qui partent suivent ou accompagnent M. Gouin paralysent encore, dans une trop large mesure, l'application d'une politique vraiment nationale. Qui croira cependant que M. Cousineau y porterait remède, ferait preuve de plus d'intelligence et d'énergie que les ministres actuels, violenterait davantage les intérêts sordides de la haute finance et ceux de son parti pour servir les intérêts supérieurs de la province ?

Dans ces conditions, que reste-t-il à faire aux hommes absolument détachés de parti, désireux d'exercer leur droit de suffrage avec intelligence et désintéressement, et quelque chance d'aider au bien public ? Il ne semble y avoir qu'une solution acceptable : démentir le mieux possible le mérite personnel des candidats et voter pour ceux, rouges ou bleus, dont l'intelligence, le caractère et le degré relatif d'indépendance offrent quelque garantie de confiance. C'est moins que jamais le temps de s'identifier aux factions et d'aider les farceurs de la politique à reconstituer les « fortes lignes » des partis.

Naturellement, dans la mesure où il serait possible, dans toute circonscription, d'obtenir de l'un ou l'autre candidats des engagements précis sur les questions les plus importantes, ce serait autant de coins fichés dans le bloc des partis. Ces engagements, la plupart des députés ne les tiennent pas, mais il en reste toujours quelque chose dans l'opinion publique. Ce sont — pour varier la métaphore — les gouttes d'eau qui percent la croûte de l'esprit de parti et nous rapprochent du jour où il sera possible, même en politique, de semer des idées sur une terre fertile.

Henri BOURASSA.

A OTTAWA

L'ÉTAT ET LES TRANSCONTINENTAUX

(Par ERNEST BILODEAU)

Ottawa, 8 mai 1916.

Le débat sur l'aide aux chemins de fer s'est engagé cet après-midi, et l'on peut dès maintenant se rendre compte de l'attitude que vont prendre les deux partis sur cette question. Le ministère de Finances a expliqué laborieusement qu'il est indispensable que le gouvernement intervienne pour éviter des désastres, et l'opposition a laissé entendre qu'elle ne trouve pas les choses si sombres que cela, et qu'en tout cas le gouvernement devrait prendre des mesures plus complètes et plus énergiques pour sauvegarder les intérêts du pays. De son côté, M. R. B. Bennett, de Calgary, a pris une attitude de défi et d'hostilité non équivoque, et ne s'est pas fait faute d'interrompre à plusieurs reprises M. White et le premier ministre pour leur poser des objections et tâcher de les embarrasser. Il est à peu près entendu que MM. Bennett et Nickle se sépareront une fois de plus du gouvernement sur cette question.

Du côté de l'opposition, M. Graham s'est contenté de harceler vingt-cinq heures de délai pour étudier les termes de l'arrangement projeté, tout en faisant certaines réserves assez judicieuses. M. Pugsley, lui, voudrait que le gouvernement se rendit propriétaire en principe, en insérant dans le contrat un prix maximum pour le jour où une vente sera conclue. Quant à M. Lemieux, il est surtout frappé par le point de vue suivant : « Si le gouvernement est déjà embarrassé de ces deux chemins de fer, pourquoi se propose-t-il de s'en annexer deux autres ? le Québec Saguenay et celui de Mégantic-Lotbinière ». L'argument est un peu spécieux, mais il a le mérite de pouvoir être facilement assimilé par... l'électeur. Le premier ministre a répondu qu'il n'est guère raisonnable de discuter l'affaire Québec-Saguenay avant que les détails en soient connus, et qu'au surplus ceux-ci ne sont probablement pas ce que le député de Rouville s'imaginait.

Les raisons du cabinet

Le ministre des Finances a fait un assez long exposé des raisons qui portent le gouvernement à venir en aide au « Canadian-Nord » et au Grand-Tronc-Pacifique. Il est décidé, dit-il, que l'on prêtera au premier 15 millions, et 8 au second. Le gouvernement en est venu à cette décision après mûre réflexion, et dans le but de protéger avant tout les intérêts généraux du pays.

Et M. White passe en revue les relations passées du gouvernement canadien avec ces deux compagnies. Il y a deux ans, le Parlement endossa au Canadian-Nord une émission de 45 millions d'obligations, et une autre de 16 millions au Grand-Tronc-Pacifique. On croyait alors que ces sommes suffiraient à les mettre tous deux sur une base permanente de solidité, mais la guerre vint peu après dérangé toutes les prévisions, et bouleverser le système économique du monde entier. Les marchés financiers se trouvèrent fermés à toute émission de titres autres que ceux du gouvernement impérial, et les deux compagnies se trouvèrent en face de l'impossibilité absolue de négocier les obligations dont le Canada venait ainsi de se porter garant. Elles furent donc de nouveau embarrassées. Cette fois, le gouvernement intervint directement à leur secours, et prêta au Canadian-Nord une somme de 10 millions garantie par 12 millions et demi d'obligations, et au Grand-Tronc-Pacifique 6 millions garantis par 7

millions et demi d'obligations. Encore cette fois, on espérait ainsi mettre les deux valétudinaires en état de se suffire à elles-mêmes. Mais on comptait sans la durée imprévue de la guerre, qui a renversé toutes les prévisions.

Le Pacifique-Canadien lui-même, que M. White appelle « The Premier Railway of Canada », a vu ses recettes baisser de 40 millions pendant la première année de guerre, et il va de soi que les deux autres transcontinentaux ont été également atteints dans leurs œuvres vives. Si bien qu'aujourd'hui ils se trouvent pratiquement en face de la banqueroute. Le ministre établit alors un bilan rapide des deux compagnies.

Le Grand-Tronc Pacifique

La voie du Grand-Tronc-Pacifique, dit-il, est maintenant complétée de Winnipeg à Prince-Rupert, sur la côte du Pacifique. Et le passif de cette compagnie se décompose comme suit : obligations garanties par le gouvernement fédéral, 78 millions ; prêts consenti par le même, 25 millions, soit un passif total envers le Trésor fédéral de 103 millions. De plus, les provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan garantissent aux lignes subsidiaires du G. T. P. le paiement d'obligations au total de 13 millions additionnels, tandis que le Grand-Tronc, société « mère adoptive » du G. T. P., lui endosseait de son côté une autre émission de 25 millions, ce qui porte à 131 millions le passif total du Grand-Tronc-Pacifique.

Or, le Grand-Tronc s'est aperçu depuis longtemps que son fils adoptif, le G. T. P., lui coûtait les yeux de la tête et ne paraissait pas devoir de sitôt être en mesure de se suffire à lui-même, et qu'au surplus, il ne pouvait même pas s'acquitter de ses charges actuelles d'intérêt. De plus, le Grand-Tronc traverse lui-même une période de gêne facile à concevoir. Il lui devenait donc impérieux de se débarrasser de ce poids mort, et c'est ce qui a été fait à la suite d'une lettre adressée récemment au gouvernement par le président du Grand-Tronc, M. Smithers. Il y est exprimé que non seulement le Grand-Tronc n'est pas en mesure de continuer à supporter le G. T. P., mais encore qu'il a besoin des arrérages d'intérêt que celui-ci lui doit, et qui s'élèvent actuellement à la jolie somme de \$1,350,000. Le ministre ajoute à son exposé que les charges annuelles d'intérêt du G. T. P. s'élèvent à \$6,400,000, dont 4 millions au Grand-Tronc, et le reste aux détenteurs des obligations garanties par le gouvernement. A cette somme, il faut ajouter un déficit annuel d'exploitation s'élevant à environ trois millions. Cela porte donc à près de 9 millions et demi le déficit actuel du G. T. P. On a vu que le gouvernement a décidé de déboursier huit millions pour parer aux plus pressants besoins.

Le Canadien-Nord

Le cas du Canadien-Nord n'est guère plus encourageant, bien que ses recettes brutes montrent une tendance à conserver un niveau relativement plus constant. Sa dette totale s'élève à 383 millions, répartie comme suit : Obligations garanties par le gouvernement fédéral, 104 millions ; obligations garanties par les diverses provinces de l'Ouest, 107 millions. Le crédit du Canada ne trouve donc engagement envers le Canadien-Nord pour une somme totale de 211 millions, sans parler des 172 millions additionnels dus par la compagnie en vertu d'autres émissions d'obligations placées sur les marchés européens. En passant, le

ministre énumère aussi le détail des obligations encourues par les diverses provinces en faveur du C. N. R. : Manitoba... 8 millions ; Saskatchewan... 25 ; Alberta... 15 ; Colombie-anglaise... 19 ; 40.

A même ses cinq ou six millions de revenus annuels, la Compagnie est en mesure de faire face à une certaine proportion de ses échéances, mais il en restera pour une quinzaine de millions, au bas mot, pour lesquels elle se trouve, assurément, complètement dépourvue. Or, l'état de ses affaires est tel que si elle fait défaut de payer les intérêts sur les obligations de 45 millions, les créanciers trouveront par le fait même en faillite, et ce qui est également grave, le gouvernement perdra sa garantie hypothécaire sur les propriétés de la compagnie ayant servi à garantir l'émission des 45 millions. En d'autres termes, le gouvernement avance aujourd'hui 15 millions pour éviter d'en perdre 45 et maintient en vigueur ses autres garanties.

Tout ceci, naturellement, constitue le son de cloche des deux compagnies et du gouvernement qu'elles ont réussi à convaincre. On peut s'attendre à ce que l'opposition, et particulièrement M. Bennett, ait des opinions fort divergentes à exprimer, en ce qui concerne l'ensemble et le détail.

Le plaidoyer de M. White

M. White n'a rien négligé pour fortifier son argumentation, pas même le vieux cliché patriotique qu'on n'a pas vu sans surprise intervenir en cette affaire. La banqueroute de ces deux importantes entreprises n'aurait, dit-il, au crédit du Canada ; or, le Canada a besoin de tout son crédit pour pousser jusqu'au bout sa participation à la défense de l'Empire dans la guerre européenne.

On a remarqué que l'opposition a montré moins d'enthousiasme que d'habitude à acclamer la participation jusqu'à la banqueroute. M. White n'a pas caché que le gouvernement n'a pas le choix, et qu'il lui faut intervenir sous peine de laisser ces deux compagnies s'effondrer lamentablement, au grand détriment de la vie économique du pays tout entier, sans parler de la ruine de son crédit à l'extérieur. Du reste, il ne cache pas non plus que les mesures actuelles sont d'ordre tout à fait provisoire et palliatif. En un mot, les deux prêts recommandés n'auront pour effet que de retarder le règlement définitif de la grosse question, et il faudra l'année prochaine se décider à tout prendre ou à prendre possession de ces deux systèmes. Le gouvernement

(Suite à la 2ème page)

NOUVEAUX
POURPARLERS

Tout se passe bien comme certain journal hollandais l'avait prédit.

La note du président Wilson à Berlin, qui devait être la dernière, ne le sera pas. Si les dépêches nous en rendent compte, M. Wilson enverra une *note* à la dernière note, après laquelle, si les sous-marins corripent, sans avis préalable un nouveau navire, la rupture se fera automatiquement.

Il ne faudrait pas s'étonner, après avoir vu ce que nous venons de voir, que cette *note* à la dernière note soit suivie, comme le prédisait encore la feuille des Pays-Bas, par une *note* qui soit *absolument* la dernière. Une fois engagé dans cette voie, il n'y a plus de raison pour que cet ajournement de rupture ait un terme. M. Wilson déclarera dans sa réponse, qui sera remise sous peu à M. de Bernstorff, que la situation des États-Unis vis-à-vis de la Grande-Bretagne n'a rien à faire avec ses relations envers Berlin et, secondement, que les navires marchands reconnus par la loi internationale comme appartenant aux navires armés pour des fins défensives, n'ont pas à être considérés comme navires de guerre.

Le journal new-yorkais fait observer que le gouvernement allemand ne répond que sur le premier point, lorsqu'il dit avoir donné des instructions aux commandants des sous-marins en vertu desquels tout navire marchand reconnu comme tel par le droit international sera traité conformément à ce droit. La note ne fait même pas allusion au deuxième point, de sorte que la demande américaine est tout simplement rejetée.

S'il faut en croire les nouvelles des agences, le président Wilson va donc entreprendre de nouveaux pourparlers avec Berlin. On le dit mécontent de la réaction de la note qu'il trouve ni claire, ni aimable ; mais son mécontentement ne va pas jusqu'à le pousser à la rupture. Il ne croit pas le moment opportun, à la veille des élections, pour se mettre complètement à dos les États du *Middle-West*, comme le fait observer le *Boston Transcript*, ajoutant que l'on peut s'attendre, au cas où le président trouverait la note allemande assez sympathique pour éviter une rupture avec l'Allemagne, à une série de notes à

la Grande-Bretagne, au cours de l'été, ce qui permettra à l'administration de se défendre des critiques qui l'accusent de ne pouvoir mettre l'Angleterre au pas.

Il est à noter que le président en évitant la cessation des relations diplomatiques ne fera que se conformer à l'opinion générale de la presse américaine, qui persiste au début, a, petit à petit, tourné à l'optimisme, comme le *New-York Sun* ainsi que le souligne le *Courier des États-Unis*. Franchement hostile à l'Allemagne dans sa première édition, le journal déclarait dans un article intitulé « *Étrange réponse de l'Allemagne* », que le kaiser semblait vouloir provoquer le monde entier. Les dernières éditions publiaient le même article avec des changements radicaux dont le titre seul peut donner une idée puisqu'il était devenu « *Notables concessions allemandes* ».

Le gouvernement allemand a fait preuve d'habileté en laissant publier la teneur de la note par la presse de Berlin, avant que le président en eût le texte officiel ; cela a permis à la presse américaine de se prononcer avant que M. Wilson ait eu le temps de se former une opinion.

Berlin lui a donné un petit référendum à sa façon.

Or, l'opinion publique aux États-Unis semble se résumer à ceci : le ton de la note allemande est bon, mais, en somme, on ne se conforme à l'essentiel des demandes de Washington. Le président, comme tous les chefs de gouvernement, ne doit vraisemblablement avoir d'autres ambitions que de suivre l'opinion, et voilà sans doute pourquoi on lit aujourd'hui dans les dépêches de Washington « qu'une rupture précipitée ne ferait certainement pas l'Allemagne à se conformer à respecter sa nouvelle déclaration et il n'en résulterait aucun bien pour l'humanité ». Il est probable que ces paroles ont été inspirées et elles permettent de conclure que le ton de la réponse américaine sera plutôt conciliant.

L'ALLUSION A LA PAIX

On sait que le président a lu avec une grande attention le passage de la note allemande faisant allusion à la paix. On laisse entendre, dans les milieux officiels, à Washington, qu'il verrait une invite à s'offrir comme médiateur ; et ce geste serait bien vu du groupe Bryan. Bien que les rumeurs de paix aillent grossissant, on peut soupçonner que ce passage de la note n'est qu'une habileté allemande de plus pour amorcer de nouveaux pourparlers avec Washington.

Louis DUPIRE.

LE DEBAT SUR LA
QUESTION BILINGUELE « DEVOIR » AURA UN COMPTE
RENDU DE PREMIER ORDRE

Le débat sur la question bilingue s'ouvrira cet après-midi aux Communes. Il provoquera probablement des expressions d'opinion de la part des hommes les plus en vue du Parlement.

Le *Devoir* a pris ses dispositions pour donner à ses lecteurs un compte rendu de premier ordre. Étant donnée l'ampleur probable du débat, M. Ernest Bilodeau sera assisté de M. Georges Pelletier et de M. Carle, courriéristes parlementaires du *Droit*.

Le *Droit* et le *Devoir*, désireux de donner à leur public le maximum d'informations, ont associé leurs services pour l'analyse de ce débat, dont les deux journaux se prêteront un mutuel concours.

Ce sera tout profit pour les lecteurs de l'un et de l'autre.

AU TABLEAU D'HONNEUR

Il faut ajouter au tableau d'honneur des Commissions scolaires qui ont souscrit au fonds de défense des écoles bilingues de l'Ontario, celui de la Commission de Waterloo, qui a souscrit \$70.

Nous prions qu'on nous adresse les noms des Commissions qui ont déjà suivi ou qui suivront cet exemple pour que le public les connaisse et que leur geste trouve des imitateurs. Nous serions heureux aussi d'inscrire ici la liste des écoles qui, avec une inlassable et admirable générosité, continuent d'abandonner leurs prix pour la défense des écoles bilingues de l'Ontario.

POUR LES
ÉCOLES BILINGUES

Le Cercle Melançon, que beaucoup de nos lecteurs ont déjà applaudi à Montréal, donnera aujourd'hui à Ottawa, au théâtre Russell, deux grandes séances au profit des écoles bilingues de l'Ontario. Séances dans l'après-midi pour les enfants et pour les parents dans la soirée.

Nos félicitations au Cercle Melançon.

AUTOUR DU VATICAN

Le gouvernement britannique vient, sur l'autorité de son ministre auprès du Saint-Siège, sir Henry Howard, de nier que le Souverain Pontife ait fait auprès de l'Empereur allemand et du président des États-Unis une démarche que lui attribuaient les dépêches de vendredi.

Preuve nouvelle qu'en fait de dépêches romaines, il convient d'être doublalement prudent et de n'accepter que ce qui porte un caractère d'absolue authenticité.

BLOC - NOTES

Le coût de la vie

Le nombre-index du coût de la vie, au Canada, était de 134.6 à la veille de la guerre européenne. Moins de deux ans après cela, — pour mars dernier, — il était de 176.4 d'après la « Gazette du Travail ». C'est une hausse de presque 42 points. Elle a surtout porté, ces dernières semaines, sur les prix du bœuf, du porc, du pain et du sucre, pour les articles d'alimentation, et des étoffes, du cuir et des chaussures, de la houille, par ailleurs. C'est une des conséquences de la grande guerre ; elle draine non seulement l'argent, mais aussi tous les articles indispensables à la subsistance et au vêtement des grandes armées et des populations civiles, dans les pays en guerre. Où et quand cela s'arrêtera-t-il ?

Un vœu

Dans un comté rural des alentours de Québec, un ancien politicien, devenu sergent recruteur, dit aux gens des campagnes où il opère : « J'ai vu beaucoup de malade et j'ai fait vœu de consacrer tout mon temps, ainsi que ma vie, à la cause de la patrie. C'est ce qui explique ma présence ici, revêtu de l'uniforme militaire, et en parfaite santé. » Il a oublié de dire qu'il est au surplus grassement payé, ce qui ne l'empêche pas de se porter bien. Il a cependant eu la franchise d'ajouter que, pour lui-même, étant trop vieux pour être apte au service militaire, il resterait au pays, marié de ne pouvoir aller au front avec les jeunes gens. A quelqu'un qui lui disait son opinion des méthodes dont il use pour faire le recrutement, il a répondu en le sommant de cesser « cette propagande antipatriotique », parce qu'il serait dans la nécessité de le rapporter au ministère de la Milice, ajoutant aussi qu'il saurait lui faire connaître sa position dans une institution qui n'a rien à voir à l'Etat, non plus qu'à la guerre. De telles menaces sont restées vaines. Tout de même le *voeu* de ce sergent-recruteur est un des traits originaux de la campagne.

Connu ?

M. Richard Reid, l'agent du gouvernement ontarien à Londres, dit que, d'après lui, les députés italiens et français connaissent mieux le Canada et ses ressources que leurs collègues anglais. Cela semble un peu paradoxal. Mais, de ce temps-ci, à Westminster, on semble envisager la Canada comme réservoir d'hommes et comme fournisseur de soldats plutôt que comme un jeune pays dont les efforts devraient d'abord se porter sur la production agricole et la conservation de son équilibre économique et financier.

Un canal

La France, bien que prise par la guerre la plus terrible qu'elle ait eue, vient d'achever un canal de soixante milles de long, reliant Marseille au bassin du Rhône, à Lyon, et de là, par d'autres voies intérieures, à la Seine et aux ports de la Mer du Nord ; cela permettra désormais le transport de marchandises de toutes sortes, par eau, de Marseille au Havre, sans qu'il soit besoin de les charger à bord de navires qui feraient le tour de la péninsule ibérique. Ce canal sera donc d'une grande aide au commerce intérieur français. Le rattachement de cette entreprise est une preuve de plus que même pendant la guerre, la France n'abandonne pas l'amélioration de ses réseaux de transport. Ici, avant le conflit, le ministre avait déjà ajourné le projet du canal géorgien, sous prétexte qu'il coûterait trop cher ; il aurait pourtant une autre importance pour nous que le canal de Marseille au Rhône en a pour la France. Et maintenant, il semble bien que, d'ici à un siècle, on classera, vu les énormes déboursés que la guerre nous occasionne, le projet du canal de la Baie Georgienne parmi ceux qui sont complètement indispensables de notre réseau de canaux, dont bénéficie aujourd'hui la marine marchande américaine.

Salaires

Vaut-on une preuve de la façon dont certains industriels, dans certaines parties de l'Irlande, traitaient leurs employés ? M. Crawford, un des rédacteurs du *Globe*, de Toronto, disait samedi au *Reform Club*, ici, que la fabrique Jacobs, détruite à Dublin, l'autre jour, payait 60 sous par semaine aux femmes qui y travaillaient. Dans l'Ulster, autre partie de l'Irlande, les débardeurs étaient payés, il y a cinq ans, de 8 à 10 shillings, soit \$2 ou \$2.50 par semaine. Il n'est pas surprenant que les ouvriers, et les artisans ainsi exploités protestent parfois contre un tel état de choses plus vigoureusement que ne le voudraient les patrons qui les exploitent.

G. P.

LE REFUS DE DESAVEU

LA REPONSE DE L'ASSOCIATION D'ÉDUCATION

Nous recevons, trop tard pour le donner cet après-midi malheureusement, la deuxième partie de la réponse de l'Association d'Éducation au mémoire de M. Doherty sur le refus de désaveu de la loi antirienne relative à la commission scolaire d'Ottawa et au règlement XVII.

Cette partie traite spécialement du règlement XVII. Nous la donnerons demain.

FRANCE

BRISÉE PAR UN RIDEAU DE FEU

L'ARTILLERIE FRANÇAISE ARRETE UNE VIOLENTE ATTAQUE ALLEMANDE, TENTÉE HIER APRES-MIDI, CONTRE LA COLLINE 287 ET LA COLLINE 304.

Londres, 9. — Selon le bulletin officiel de Paris d'hier soir, à l'est de la colline 304, les Français ont chassé les Allemands d'une tranchée de raccourci où ils avaient précédemment pris pied, et ils ont arrêté une attaque à la colline 287.

Un violent bombardement se continuait dans le bois d'Avocourt et dans toute la région de la colline 304. A l'est de Verdun, en Woëvre, l'artillerie continuait à déployer une vigoureuse activité. Dans les environs de la ferme de Thiaumont, au nord de Verdun, une attaque française a avorté, 300 assaillants étant faits prisonniers.

Londres signale des coups de main dans les environs du bois de Thiepval, dans le cours desquels Anglais et Allemands ont remporté de petits succès. Dans le voisinage de Tromelles, les troupes anglaises sont entrées dans les tranchées allemandes et ont infligé de grandes pertes aux occupants.

On relève de l'activité de la part de l'artillerie dans le saillant d'Ypres, dans la région du chemin de fer de S-Eloi et d'Ypres-Roulers, surtout à ce dernier endroit.

LES BOCHES PERDENT 10.000 HOMMES DANS LEUR DÉFAITE

Paris, 9. — Les Allemands exécutent leur quatrième grande offensive à Verdun et dans des proportions comparables aux précédentes. Un officier attaché à l'état-major affirme qu'au cours du combat d'avant-hier, les ennemis ont jeté dans la mêlée la plupart des troupes. Le bombardement préliminaire a été le plus furieux qu'il y ait eu depuis le commencement de l'attaque de Verdun.

Les Allemands ont exercé leur principal effort à l'ouest de la Meuse, où la configuration du terrain les favorisait. S'ils avaient pu percer la ligne française, dans le ravin compris entre la colline 304 et la colline du Mort-Homme, ils auraient contourné ces deux positions. L'officier pense que l'échec de la tentative de percée a été dû à la résistance du front de bataille à gâté l'affaire, car les canons français ont décimé les rangs ennemis comme les teutons ont pris pied seulement dans la partie méridionale du ravin, et ce gain a dû leur coûter 10.000 hommes. A tout prendre, ce fut un coûteux échec.

D'aucuns pensent que les Allemands vont renoncer à leurs attaques contre Verdun, mais le fait est qu'ils y ont accumulé trop de matériel et y ont massé trop d'hommes pour entreprendre une grande offensive ailleurs.

TROUPES DE L'Australie EN FRANCE

Londres, 9. — On a officiellement annoncé hier soir que des troupes d'Australie et de Nouvelle-Zélande sont arrivées en France et ont été envoyées sur le front anglais.

L'ACTION MARITIME

LE "CYMRIC" ATTEINT PAR UNE TORPILLE

CE TRANSLANTIQUE, PORTANT UNE CARGAISON DE 18.000 TONNES DE MUNITIONS, EN DESTINATION DE L'ANGLETERRE, EST TORPILLÉ.

Queenstown, via Londres, 9. — (3.30 a.m.) — Le transatlantique "Cymric", de la ligne White Star, a été torpillé par un sous-marin allemand, au large de la côte sud-ouest de l'Irlande, vers quatre heures hier après-midi. Il est encore à flot et se dirige à petite vitesse vers un port irlandais.

New-York, 9. — Le "Cymric" a quitté New-York le 29 avril, avec un équipage de 110 hommes, portant une des plus grosses cargaisons de munitions de guerre qu'un navire ait encore porté, près de 18.000 tonnes. Aucun citoyen américain ne se trouvait à son bord bien que l'on prétende que douze marins ont déserté la veille du départ et ont été remplacés par huit Allemands. M. J. MacPherson, vice-consul anglais, ne croit pas que huit Allemands américains aient été embarqués à la place des douze déserteurs.

Le "Cymric", commandé par le capitaine L. R. Beadnell, l'un des plus vieux marins de la ligne White Star, ancien capitaine du "Baltic", a été construit à Belfast par la Cie Harland et Wolff, en 1898. Il avait une capacité de 13.700 tonnes, mesurant 55 pieds de longueur, 64 de largeur et 38 de profondeur.

De vitesse moyenne, le "Cymric" faisait la traversée en dix ou onze jours. Durant les dernières six semaines, il transporta des marchandises diverses consistant surtout en munitions de guerre, sans aucun passager, bien qu'il n'ait pas été réquisitionné par les autorités impériales.

QUATRE-MATS ANGLAIS COULÉ

Londres, 8. — Le quatre-mâts anglais "Galgate", parti de Portland, Orégon, le 2 janvier, en route vers les ports du Royaume-Uni, a été coulé par un sous-marin, samedi, d'après les Lloyd.

Le "Galgate" a été vu pour la dernière fois à S-Michel, le 24 avril. Il jaugeait 2.361 tonnes. Douze hommes de l'équipage ont été recueillis et débarqués à Brest. Une chaloupe contenant quatorze personnes, est disparue.

ETATS-UNIS

WASHINGTON A CONFIANCE

LE GOUVERNEMENT AMERICAIN, DANS SA REPONSE A BERLIN, LAISSE ENTENDRE QU'IL A FOI DANS LES PROMESSES DE L'ALLEMAGNE AU SUJET DE LA GUERRE SOUS-MARINE.

Washington, 9. — Une note câblée aujourd'hui à l'ambassadeur Gerard, à Berlin, informe le gouvernement de Berlin que les Etats-Unis acceptent sa décision de renoncer à son ancienne politique sous-marine et complètent maintenant sur une stricte exécution de sa politique modifiée pour faire disparaître le danger principal d'une suspension des bonnes relations qui existent entre les deux pays.

A cela est joint l'avis formel que les Etats-Unis ne peuvent un seul instant entretenir, encore moins discuter l'idée que le respect, par les autorités navales allemandes, de la conduite de quelque façon de la conduite de tout autre gouvernement affectant les droits neutres et non-combattants.

Voici le texte de la note : "La note du gouvernement impérial allemand, en date du 4 mai 1916, a été l'objet d'une minutieuse étude par le gouvernement des Etats-Unis. Elle est particulièrement intéressante en ce qu'elle indique l'intention du gouvernement impérial pour l'avenir, qu'il est prêt à faire tout son possible pour restreindre les opérations de guerre aux forces combattantes des belligérants et qu'il a décidé d'imposer à ses commandants en mer l'application des normes des règlements reconnus de la loi internationale sur lesquels le gouvernement des Etats-Unis a insisté."

Durant les mois écoulés depuis la déclaration du gouvernement impérial, en date du 4 février 1915, au sujet de sa politique de guerre sous-marine, maintenant abandonnée, le gouvernement des Etats-Unis a été constamment guidé par des motifs d'amitié dans les efforts patients qu'il a faits afin d'amener un règlement amical des questions critiques de la conduite de cette politique. Acceptant la déclaration du gouvernement impérial au sujet de l'abandon de sa politique, qui a si sérieusement menacé les bonnes relations des deux pays, le gouvernement des Etats-Unis compte, à l'avenir, sur l'exécution scrupuleuse de la politique du gouvernement impérial modifiée de manière à faire disparaître le danger principal d'une suspension des bonnes relations existant entre les Etats-Unis et l'Allemagne.

"Le gouvernement américain croit nécessaire de dire qu'il prend pour acquis que le gouvernement impérial allemand n'entend pas impliquer que l'application de sa nouvelle politique est de quelque manière rattachée aux relations diplomatiques entre le gouvernement des Etats-Unis et tout autre gouvernement belligérant, en dépit du fait que certains passages de la note du gouvernement impérial du 4 courant semblent de nature à recevoir cette interprétation. Toutefois, pour éviter tout malentendu possible, le gouvernement des Etats-Unis notifie le gouvernement impérial qu'il ne peut un instant entretenir, encore moins discuter l'idée que le respect des droits des citoyens américains sur mer dépend de quelque façon de la conduite de tout autre gouvernement vis-à-vis des droits des neutres et non-combattants. La responsabilité en semblables matières est individuelle, non conjointe ; absolue, non relative."

DECLARATION DE M. LANSING

M. Lansing a publié, hier soir, une déclaration disant que la majeure partie de la note allemande est consacrée à des questions que le gouvernement américain ne peut pas discuter avec le gouvernement de Berlin, mais il est d'avis que l'Allemagne "a cédé à nos réprimandes, et que nous n'avons pas lieu de lui chercher querelle, tant que la modification de ses pratiques subsistera."

"Nos différends avec la Grande-Bretagne dit-il, ne peuvent former le sujet d'une discussion avec le gouvernement britannique, mais il faut dire que dans nos relations avec le gouvernement britannique nous agissons comme nous sommes incontestablement tenus à le faire vu les engagements explicites contenus dans un traité signé avec cette nation. Des obligations de traité déterminent la façon dont il faut régler les questions en litige entre les deux pays. Nous avons offert à l'Allemagne des engagements mutuels semblables à ceux-là, mais elle a décliné notre offre."

M. Lansing fait ici allusion au traité conclu par M. Bryan et en vertu duquel les deux pays ont promis de soumettre à l'arbitrage leurs différends, un an avant d'entrer en guerre.

D'aucuns expriment l'espoir que la note mettra fin aux pourparlers sur les opérations sous-marines. Dans d'autres milieux officiels, on est dans l'incertitude sur les conséquences de la communication. On fait remarquer qu'une nouvelle crise se déclarerait, si l'Allemagne répondait à cette note et déclare que sa nouvelle politique dépendra de certaines demandes que les Etats-Unis feront à l'Allemagne.

DÉS ORDRES AUX SOUS-MARINS BOCHES

Londres, 9. — Le gouvernement allemand a déjà donné de nouvelles instructions aux commandants des sous-marins conformément aux concessions formulées dans la réponse à la note américaine. Voilà ce que dit le correspondant du "Daily Telegraph", à Rotterdam.

Voulez-vous savoir ce que vous êtes? Jean Deshayes, le graphologue, vous le dira, si vous lui écrivez aux termes que reproduit le coupon du NATIONALISTE, chaque semaine.

IRLANDE

ENCORE DES EXECUTIONS

QUATRE REBELLES SONT EXECUTES HIER, ET DIX-NEUF AUTRES CONdamnÉS A MORT BENEFICIENT D'UNE COMMUTATION. — REDMOND ELEVE LA VOIX A LA CHAMBRE.

Londres, 9. — La cour martiale a condamné à mort quatre autres chefs de l'insurrection, et ils ont été exécutés, suivant un bulletin officiel publié hier soir. Ce sont Cornelius Colbert, Edmund Kent, Michael Mallon et J. J. Heuston.

Le tribunal a porté aussi une sentence de mort contre dix-neuf autres insurgés, mais la cour a commué en travaux forcés pour diverses périodes de temps. Trois autres ont été condamnés à la prison. Il y a eu deux acquittements.

Le P. Watters, recteur de l'école catholique University, a succombé aux blessures qu'il a reçues. Pendant la révolte il a reçu une balle alors qu'il se tenait sur le pas de la porte de l'école.

REDMOND FAIT APPEL A LA CLEMENCE

Aux Communes, M. John Redmond, le chef des nationalistes, a posé une question à M. Asquith, lui disant que la continuation des exécutions est la cause d'une amertume et d'une exaspération rapide grandissantes dans une partie de la population qui ne sympathise pas avec les insurgés. Il a demandé au premier ministre si, suivant le précédent établi en Afrique du Sud, il ne mettrait pas fin aux exécutions. M. Asquith a répondu que, dès le début, M. Redmond a donné au gouvernement, à l'égard de la masse des insurgés, des conseils de clemence qui n'ont pas frappé des oreilles de sordides. M. Asquith doit dire que le général Maxwell s'est tenu en relations directes avec le gouvernement à ce sujet.

Le premier ministre a confié qu'il a une grande confiance dans le jugement du général. Les instructions reçues par le général et qui sont conformes à sa propre opinion, lui prescrivent d'infliger les peines les plus sévères le plus parcimonieusement possible, et seulement à ceux qui sont coupables au premier chef. M. Asquith a dit que lui ne désire plus que les ministres ou le général Maxwell que le nombre de ces cas extrêmes soit limité dans la plus grande mesure possible et que les exécutions cessent le plus tôt possible. Le cabinet étudie sérieusement les dispositions à prendre contre la masse des rebelles. On a pris des mesures pour établir si des fonctionnaires du gouvernement sont impliqués dans l'affaire.

LE CONCERT CREATORE

Il n'est pas un concert qui, depuis l'ouverture de la guerre n'ait servi à des fins patriotiques ou charitables. Au point qu'il est maintenant impossible de se récréer sans avoir à payer le double du prix que nous payions autrefois. Tantôt c'est pour le pauvre, tantôt le blessé. Bien heureux encore quand ce n'est pas pour l'Empire.

Au concert donné hier soir par le corps de musique Createore, on vendait des fleurs qui ne sentaient plus et des bonbons incassables. Par bonheur l'impresario en a eu pour le moins un succès du concert. Je doute fort cependant que cela ait encouragé nombre de gens à revenir. Des trois attractions spéciales qui se disputaient hier le public montrealais, le concert Createore en a certes attiré le plus grand nombre.

Les épithètes les plus étranges ont été accolées au nom de Createore. Ses impresarios ont même jusqu'à l'appeler le chef d'orchestre acrobatique. Ce qui fait que bon nombre de personnes vont à l'Aréna plus pour le voir que pour entendre son corps de musique. Et cela est injuste pour les exécutants. A écouter les musiciens de Createore, on dirait de grandes orgues merveilleusement touchées par un maître organiste. L'ensemble est tel que ne peut y saisir une seule note discordante. Le programme exécuté hier soir n'était pas des plus nouveaux. Il contenait entre autres deux vieilles rengaines. Tous les morceaux cependant furent rendus avec beaucoup de mesure et de richesse de tons.

La série de concerts inaugurée hier se poursuit tous les soirs de la semaine. On exécutera ce soir le programme suivant :

Marche : Createore
Ouverture, Op. 18 : Offenbach
Menuet : Boccherini
Extrait, André Chénier, Giordano
Solos : Signori Demitri, Marcelini et Rossi.
Discours par M. Michael Clark, député de Red Deer.
Prologue de Puffasse, Léon Cavallo
Solo par Signor de Luca.
Héméroscopie : Dvorak
The Minstrel Boy : Moore
Mother Macbride : R. Ball
Irish Caprice : St. Patrick's Day
The Last Rose of Summer : Garvey
Owen : Killarney : The Harp that once thro' Tara's Halls.

HORS DE COMBAT

Ottawa, 9. — Un soldat montrealais, décédé, et 7 autres blessés, ont été portés sur les dernières listes officielles des pertes au front ; voici leurs noms :

John James Kenny, 117 rue S. Philippe, mort de ses blessures ; William James Fenton, 600a rue Aylwin, blessé ; Harvey Gendron, 100 rue Casgrain, blessé ; James Leclair, 70 rue S.-Dominique, blessé ; Henri Lefebvre, 489 rue Wolfe, blessé ; Sergent Narcisse Picard, 2219 rue S.-Barnabé, blessé ; Arthur Savard, 1755 rue Notre-Dame est, blessé ; Aquila Rousseau, 419 rue Workman, blessé.

Les Canadiens-français mentionnés sont : Arthur Tremblay, Lac S. Jean, Qué., blessé ; Charles Léonard, Ottawa, blessé.

RUSSIE

LA MARCHÉ SUR BAGDAD

APRES AVOIR ETE TENUS EN ECHEC PENDANT QUELQUES TEMPS, LES RUSSSES VIENNENT DE REMPORTER DE NOUVEAUX SUCCES EN MESOPOTAMIE.

Petrograd, via Londres, 9. — Maintenant que la fonte des neiges ne retarde plus la descente des armées russes du plateau élevé arménien dans les vallées de l'Asie Mineure, où les Turcs rassemblés en nombre sont prêts à faire une résistance déterminée, la campagne en Asie Mineure a atteint son degré le plus intéressant et peut-être décisif.

La marche en avant des Russes à l'ouest, à travers Erzingan, prouve que cette ligne est bien la plus difficile de toutes celles où ils se sont avancés. Il y a quelques jours encore, la neige persistait et ceci, ajouté à d'autres hasards accompagnant la descente d'un plateau de près d'un mille au-dessus du niveau de la mer, a rendu tout progrès impossible. Néanmoins, au sud-ouest de la Mésopotamie, étant donné que la saison est plus avancée, la descente a été beaucoup plus facile et les Russes, retranchés au sud de Bitlis, sont repoussés d'une série de positions fortifiées, et sont poursuivis par les Cosaques qui se sont révélés maîtres dans l'art de cette guerre.

Si les Russes réussissent dans les opérations contre le centre turc, Erzingan et Baiburt tomberont bientôt aux mains et le chemin leur sera ouvert jusqu'à Sivas.

Mais l'armée principale turque est pratiquement intacte. L'expédition russe vers Bagdad, après avoir été tenue en échec pendant quelque temps, a encore remporté un nouveau succès contre les Turcs défendant les sentiers de la montagne entre Kerind et Hanikin, et a occupé Serinal-Kerind, et se dirige vers la frontière de Mésopotamie. Les autorités militaires disent que l'acquisition de Hanikin permettra aux Russes de prendre l'armée turque de Bagdad à revers, le plan supposé des Russes étant de frapper un grand coup au nord de Bagdad et par ce fait s'emparer du chemin de fer ce qui mettrait en grand péril la seule ligne de ravitaillement de l'armée turque dans la région de Bagdad.

Le communiqué officiel de Petrograd rapporte que l'artillerie turque a été vaincue et qu'elle a été forcée de se retirer. Il s'est produit une explosion dans certains dépôts de munitions des Allemands.

Les Teutons ont opéré des bombardements à plusieurs endroits. Des avions ennemis ont jeté 8 bombes sur le village de Liachovitch.

Dans la région du Caucase, dans les environs d'Erzingan, les Turcs ont battu en retraite, évacuant toute leur première ligne de tranchées.

ON CRITIQUE L'AMIRAL TIRPITZ

CE QUE DIT UN JOURNAL BERLINOIS DE LA CAMPAGNE SOUS-MARINE.

Berlin, 9. — Le "Lokal Anzeiger" publie aujourd'hui un article remarquable sur les relations germano-américaines, dans lequel on voit une critique à l'adresse de l'Amiral Tirpitz. Après avoir formulé le reproche au premier ministre de ne pas avoir répondu à l'appel du gouvernement allemand, l'article ajoute : "Prendre cette décision est si facile, si des irresponsables n'avaient pas enflammé l'opinion et ne l'avaient pas orientée dans un autre sens. On a commis la même erreur au début de l'année 1915 en annonçant à cor et à cri l'inauguration de la campagne sous-marine et en prédisant des succès que cette expérience à tenter ne pouvait donner. On a en tout de préférence que les opérations sous-marines étaient la seule arme efficace contre l'Angleterre."

Les neutres ont dressé les oreilles en apprenant le recours à de nouvelles opérations maritimes et les termes administratifs ; il cite ceux qui se sont formés dans la salle de rédaction et remercie tous ceux qui l'encouragent, parce qu'ils font la guerre à nos ennemis, et à la revendication de nos droits."

PRETENDANTS AU TRONE D'ALBANIE

Paris, 8. — Une dépêche de l'Agence Havas, d'Athènes, dit que plusieurs prétendants au trône d'Albanie font une active propagande, et qu'ils se sont réunis à la grande de Bulgarie, le prince Guillaume de Wied, ancien gouverneur du pays, qui a le support des Autrichiens, Assif Pasha, qui a le secours d'une partie des Albanais et le jeune Turpe, Basri Bey, qui soutient que l'on devrait choisir un Turc comme souverain de l'Albanie.

EXAMENS A MCGILL

Les étudiants en droit de McGill ont appris hier le résultat de leurs examens. Parmi les Canadiens-français qui les ont subis avec succès nous remarquons les noms suivants :

Troisième année — MM. Wilfrid Girouard, avec grande distinction, Philippe Brail, avec distinction, J. N. Beauchamp, J. P. Charbonneau, G. H. Morin, Emery Phaneuf, N. E. Vanietel.

Deuxième année — Maurice Lafond, avec distinction, L. G. Préville, René Théberge. Les étudiants enrôlés dans le service actif, ont été dispensés des examens : J. de Gaspé Audette, A. W. Langlois.

Première année — Arthur Savard.

CONCERT-CONFERENCE

NOS PROGRES INTELLECTUELS

CAUSERIE DE M. L'ABBÉ J. N. DUPUIS AU MONUMENT NATIONAL AU PROFIT DE L'EGLISE DE LACHINE. — RECITAL DE Mme LA PALME ET DE MM. HENRIOT ET DANSEREAU.

Tous les amants d'une époque disparue, époque où les marquis et les jeunes belles, musquées, poudrées avaient une grâce indéfinissable dans leurs robes paniers au corsage étroit moulant les formes harmonieusement, ont pu hier soir, reculer par l'imagination, les limites de leur âge et vivre durant quelque temps la vie française sous Louis XIV, en entendant Mme Béatrice Lapalme, dans le costume de l'époque, chanter avec tout l'art qu'elle possède quelques extraits de Gretry de Monsigny et d'Auber, de cette musique naïve et simple, qui a, avant nous, le ne sais quel d'ingénuité, le charme des choses d'autan. Mme Lapalme, dans cette première partie du programme, s'est révélée actrice consommée, jouant ses chansons avec un naturel qu'à certains moments nous nous demandions si réellement nous ne vivions pas au XVIIIe siècle et si l'on avait pu en dire de si belles quelques paroles.

Dans "Bonne Chérie", de Zemire et Azor, de Gretry, et "Il regardait mon bouquet", dans le "Roi et le Fermier", de Monsigny, Mme Lapalme s'est taillé un franc succès. M. Théo. Henriot, pianiste, a, lui aussi, évoqué le passé, par ses exécutions de l'Entrée de la Reine de Salency et la "Danse en rond de Collette à la cour", de Gretry, pièce transcrite par lui-même.

Il y avait, hier soir, pour tous les goûts ; ceux qui n'aimaient point la musique du XVIIIe siècle, trop simple, et qui préféraient les morceaux aux longues envolées, ont été satisfaits également par Mme Lapalme et M. Henriot. Après M. l'abbé J. N. Dupuis fit une intéressante conférence dont nous donnons un bref résumé plus bas. Puis Mme Lapalme, en costume de Rominachel, et après nous avoir fait admirer la grâce de sa voix, nous en fit admirer la puissance, notamment dans l'Hymne au soleil, extrait de la "Fille à l'Ours", d'Alex. Georges, et dans le "Salut à la France", du fameux opéra de Donizetti. "La Fille du régiment", qu'elle interprète en costume de Vivandière. M. Henriot obtint son plus grand succès dans la Polonoise No. 2, de Litz, qu'il interpréta de main de maître et qui lui mérita une ovation.

Quant à M. Hector Dansereau, l'accompagnateur de Mme Lapalme, il joua avec sa maîtrise habituelle.

"VERS LE PROGRES"

La conférence de M. l'abbé Dupuis était intitulée "Vers le progrès". L'auteur fit un bref aperçu de nos origines, et se posa la question : "Avons-nous fait quelque chose vers le progrès, et qu'avons-nous fait ?" — "Oui, répondit-il, primo "vivre" et ensuite "philosophie". — Nous avons vécu et de 60.000 ans que nous étions, nous sommes maintenant un peuple de 3.600.000 d'âmes.

Nous avons gardé notre langue, notre foi et nos institutions. Nous avons transformé le pays. Nous avons bâti des villes. Nous avons demandé au sol ses abondantes moissons, et aux profondeurs de la terre son or, son argent, son fer et son charbon.

Fort bien, dira-t-on, tout cela est dans l'ordre matériel, mais dans l'ordre purement intellectuel qu'avons-nous donc fait ?

"Beaucoup, répond le conférencier ; quand même notre littérature n'eût servi qu'à conserver notre langue. Et M. l'abbé Dupuis cite les poètes, les Crémazie, les Fréchette, les Pamphile LeMay et plus près de nous les Gallée, les Ferland, les Morin, les Lozeau, etc. Il parle de l'éloquence représentée avec les Panneau, les Mercier, les Chapias, les Chapleau, les Laurier et les Bourassa ; de l'histoire avec Garneau, etc.

"Notre journaliste s'est développé, est devenu plus français", et ici le conférencier parle du Devoir, en termes admiratifs ; il cite ceux qui se sont formés dans la salle de rédaction et remercie tous ceux qui l'encouragent, parce qu'ils font la guerre à nos ennemis, et à la revendication de nos droits."

M. Dupuis continue à faire la nomenclature des Canadiens qui se sont illustrés dans les arts, dans la musique, la sculpture, la peinture, etc., et termine en faisant l'éloge de quelques-uns de nos défunts, en particulier le manque d'encouragement apporté aux arts, et émet le vœu d'un groupement de tous les Canadiens-français ensemble travaillant à l'avenir et à la grandeur de la race.

Si nous voulons marcher rapidement et sûrement vers un progrès plus grand, travaillons, ayons la culte des choses sérieuses, et surtout sachons grouper, dans un ensemble harmonieux et invincible, tous nos talents, et toutes nos énergies.

Cette soirée qui avait lieu au Monument national devant une nombreuse assistance était sous la présidence de Mgr l'archevêque et pour la reconstruction de l'église de Lachine.

CASEMENT SUBIRA UN PROCES PUBLIC

Londres, 9. — Le procès de sir Rogers Casement, accusé de haute trahison au sujet de l'insurrection de Sinn Féin, sera ouvert au public. La première audience commencera demain à la Cour de police de la rue Bow, où une accusation préliminaire sera déposée devant le magistrat de police. Le procès proprement dit sera tenu plus tard devant les jurés et les juges de la Cour suprême.

Il est entendu que sir Rogers lui-même s'occupera de sa propre défense. Les avocats de la couronne ont terminé leurs plaidoiries.

LES FUSEES

PAS UN SOU DE COMMISSION

M. RUFUS L. PATTERSON, DE NEW-YORK, CORROBORE LE TENOIGNAGE DES TEMOINS PRETENDUS EN DECLARANT N'AVOIR NI PAYE NI RECU UN SOU DE COMMISSION.

Ottawa, 9. — La Commission royale Meredith-Duff, sur les scandales des munitions, a entendu hier après-midi le premier témoin américain, M. Rufus L. Patterson, de New-York, l'un des directeurs de l'International Arms and Fuse Co.

Son témoignage, tout à l'opposé des affirmations accusatrices formulées en Chambre par M. Kyte, a montré avec une abondance de détails la part jouée par la compagnie International Arms and Fuse dans l'octroi des contrats du comité des obus. M. Patterson a déclaré que c'est le Dr Harris, de Toronto, qui lui avait le premier suggéré de se mettre en société avec lui pour fabriquer des fusées. La compagnie International naquit de cette pensée ; elle obtint du comité des obus un contrat de 2.500.000 fusées à \$4.50 ; elle se fit donner une avance de \$1.700.000, bien que son capital payé dépassât à peine \$3.000.

Comme tous les témoins précédents, il affirma catégoriquement n'avoir payé, ni reçu un sou de commission pour les commandes ; il appuie sur le fait que les fusées ne pouvaient être fabriquées au Canada, faute de machines absolument indispensables et d'ouvriers experts compétents.

Au début de la séance, M. Hellmuth donne lecture d'une lettre de M. Lloyd Harris, de Toronto, disant qu'il serait obligé de partir jeudi pour l'Angleterre, appelé par le War Office pour des affaires sérieuses. A cause de ce départ, la commission décide de le faire venir devant elle mardi matin.

M. Patterson est ensuite appelé ; à la demande de M. Hellmuth il fait l'histoire de l'organisation de la compagnie International Arms and Fuse. C'est le Dr Lloyd Harris, dans la compagnie duquel — la Cie Manufacturing and Contracting, de Toronto — il a quelques actions, qui lui a suggéré l'idée de fabriquer des fusées, au compte du comité des obus d'Ottawa.

Le Dr Harris lui raconta que sa compagnie avait fait une soumission pour la fabrication des fusées ; mais plusieurs de ses collègues du bureau de direction n'étaient pas en faveur de cette entreprise ; il demanda en conséquence à Patterson s'il voulait s'y intéresser. M. Patterson voulut aussi consulter ses associés qui refusèrent de se joindre à lui, mais l'avocat de sa compagnie accepta. Alors, il fut décidé qu'ils entreprendraient l'affaire tous les trois : Harris, Patterson et l'occidant de l'American Machine and Foundry Co.

Ils vinrent voir en conséquence le comité des obus à Montréal le 26 avril 1915. Ils rencontrèrent là le général Bertram, les colonels Carnegie, Watts et Lafferty.

Il fut question surtout d'une soumission livraison. Le prix fut mentionné : \$4.50 par fusée. On voulait le faire baisser mais sans succès. Aucune commande ne fut donnée ce jour-là.

A ce moment le syndicat de trois avait pris des options pour la manufacture de certaines parties et il avait une offre de la compagnie de poudre Dupont pour faire le chargement.

Le chargement, autant qu'il se rappelle, devait coûter de \$1.40 à \$1.50, mais il n'y eut pas de contrat avec la compagnie.

Les experts du syndicat étaient M. Samuel Cushing et le capitaine Towney.

Q.—Cushing est-il un militaire ? R.—Non ; un simple civil.

Sir W. Meredith : Amenez-le ici ; il sera bienôt colonel ! (rires).

M. le juge Duff.—Y avait-il une entente sur la quantité et les délais de livraison ?

R.—On nous a donné un mémoire des dates de livraison ; je ne me rappelle pas que l'on ait spécifié les quantités.

Pour les fusées No 80 qui, d'après le cahier des charges, devaient être chargées de poudre anglaise, il demanda à M. Carnegie si l'on pouvait se procurer de la poudre anglaise aux Etats-Unis et au Canada.

Il lui répondit que la Canadian Explosive Co. pourrait probablement en fournir. Patterson s'adressa à la compagnie mentionnée, mais ne put obtenir ni quelle fournait la poudre, ni quelle fit elle-même le chargement.

Le 26 avril, M. Carnegie nous demanda si nous avions pu faire arranger pour le chargement à Toronto. Nous n'avions pu rien faire de ce côté et la compagnie Dupont finit aussi par nous lâcher.

Quoi qu'il en soit, le 25 mai, le comité écrivait au Dr Harris qu'il lui donnait la commande de 2.500.000 fusées à \$4.25. Le syndicat voulut d'abord refuser le colonel Birnie, un expert américain, avait refusé de descendre des options de \$4.50. Les options allaient expirer. Patterson se rendit à Ottawa le 1er juin, mais ne put rien faire. Finalement, comme Patterson s'implaçait, le comité des obus lui suggéra la formation d'une compagnie américaine. Ce fut l'origine de l'International Arms and Fuse Co., au capital de \$1.500.000, dont \$3.000 payés.

Il convient que Lyon Brown, l'inspecteur canadien, avait raison de dire que la compagnie n'aurait pas dû s'engager à faire des livraisons en cinq mois.

"Il savait son métier ; mais je ne le savais pas. Le colonel Birnie nous avait conseillé de demander huit ou dix mois. Je le croyais un pessimiste ; mais je vois maintenant qu'il était au contraire optimiste."

La compagnie, ne pouvant trouver personne pour faire le chargement, s'est fait construire un atelier de trois grands édifices à Bloomfield, N.J. La compagnie a été retardée par des grèves. Le moins refuse de donner les noms des sous-traitants, pour ne pas les exposer aux attentats des Allemands.

Qu'est-ce que le HEROS ?

AC EXCEL Limitée
Montréal. TEL. EST 1103

NOUVELLES DU MATIN ET DE L'AVANT DERNIERE HEURE

AMBITION DE L'ALLEMAGNE

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND, DIT-ON, N'aurait PAS RENONCE DE FAÇON ABSOLUE A TOUTE PRETENTION SUR LA FRANCE ET LA BELGIQUE. — LES GARANTIES.

Londres, 9. — Le correspondant du "Daily Telegraph" à Rotterdam en annonçant que le gouvernement allemand a déjà donné de nouvelles instructions aux commandants des sous-marins allemands, conformément aux concessions consignées dans la dernière note allemande, fait une longue déclaration au sujet de l'attitude de l'Allemagne à l'égard de la paix, déclaration qu'il dit fondée sur des renseignements reçus de Berlin. Il affirme que l'Allemagne n'est pas disposée à renoncer de façon absolue à toute prétention sur la France et la Belgique, y compris même les garanties dont le chancelier a déjà parlé dans le passé au point de vue militaire et économique.

"Dans la zone orientale, ajoute le correspondant, les ambitions de l'Allemagne restent les mêmes, l'autonomie de la Pologne exceptée, peut-être. L'Allemagne va insister pour conserver la Courlande."

LES JOURNAUX ANGLAIS NE PRENNENT PAS AU SÉRIEX LES RUMEURS DE PAIX.

Londres, 9. — Les journaux de Londres refusent de prendre au sérieux les rumeurs de paix qui ont circulé après la publication de la note envoyée par l'Allemagne à Washington. Exposant l'attitude des Alliés à l'égard des propositions de paix, le "Daily Telegraph" déclare: Les pays de l'Entente s'appliquent à gagner cette guerre et à détruire le militarisme allemand. Aucune paix sans résultat ne répondra à leurs demandes et une simple allusion à une partie nulle leur répugne. Ils continueront à se servir de leur suprématie maritime pour atteindre ce but commun.

Le "Daily News" déclare: Nous nous bécotons d'espoirs extravagants si nous croyons que le but désiré par tous est en vue. On a sondé le terrain auparavant, et le mouvement actuel rencontrera probablement un pareil échec. Mais le temps viendra plus vite qu'on ne pense et l'Allemagne fera des ouvertures plus précises et se donnera franchement l'attitude d'une solliciteuse de paix, et non plus de belligérant proposant des conditions. Tant que cette heure n'aura pas sonné, les Alliés ne s'embarrasseront pas de négociations futiles.

Le "Daily Mail" exprime l'opinion que les Allemands ne sont pas sincères quand ils parlent de paix. Ils visent trois buts en la faisant, tenir le peuple allemand dans l'illusion d'une guerre défensive, acquiescer les sympathies neutres et le soulèvement contre le blocus appliqué par la Grande-Bretagne, et surtout endormir le peuple anglais. En 1870, les Teutons en annonçant qu'ils allaient dicter des termes de paix modérés ont fait plusieurs coups parmi les Français, et la vigueur de la résistance de la France en a souffert.

TRAITE BULGARO-TURCO-ALLEMAND

Londres, 9. — Une dépêche d'Amsterdam à l'Echange télégraphique annonce que des négociations viennent d'être conclues à l'effet d'introduire la Bulgarie dans le nouveau traité turco-allemand. Le traité couvre une période de cinq ans. On est surpris de constater le fait que l'Autriche-Hongrie n'en fait point partie.

LEWIS HARCOURT NE VEUT ÊTRE SECRÉTAIRE

Londres, 9. — Lewis Harcourt a refusé, pour cause de santé, le poste de secrétaire pour l'Irlande, à la place de Augustin Birrell. Le choix du successeur de Birrell repose maintenant entre les personnages suivants: Harold J. Tennant, sous-ministre de la guerre; le colonel Sir Mark Sykes, député de Hull; et le Brigadier général John Edward Bernard Seely, ancien ministre de la guerre.

LE "CYMRIC" A SOMBRE CE MATIN

Londres, 9. — 11.26 a.m. — Le transatlantique "Cymric" a sombré à trois heures ce matin, dit une dépêche des Lloyds. Tous l'équipage s'est sauvé.

New-York, 9. — Un message, reçu aujourd'hui aux bureaux de la ligne White Star, du bureau-chef de Londres, dit que le "Cymric" a sombré à 3 heures ce matin. Le message conclut: "Nous croyons l'équipage sauvé."

Dans un autre câblogramme reçu plus à bonne heure ce matin, les officiers de la compagnie disent hier soir à Londres: "Nous avons le regret de vous informer que le "Cymric" a été torpillé cet après-midi. Nous croyons que le navire va sombrer."

DETAILS DU CONSUL AMÉRICAIN, A QUEENSTOWN

Washington, 9. — En faisant son rapport au département d'Etat au sujet du torpillage du paquebot "Cymric", de la ligne White Star, M. Frost, le consul américain à Queenstown, a déclaré que le paquebot a coulé à trois heures ce matin. Sur un équipage de 107 hommes, cinq ont été tués par l'explosion. Le "Cymric" a été torpillé à 4 heures, dans l'après-midi de lundi, à 138 milles à l'ouest de Fastnet. Il semble que le navire ait été torpillé sans avertissement. Les survivants arriveront vers midi, aujourd'hui à Bantry.

RAIDS DE L'ENNEMI SUR PORT-SAID

Londres, 9. — Une dépêche de l'agence Reuters, du Caire, annonce que deux avions ennemis ont lancé huit bombes sur Port-Saïd, lundi matin. Trois civils ont été blessés. Le feu des canons de la garnison a chassé rapidement les avions, sans qu'ils aient causé de dommages aux propriétés.

ASSEMBLEE DE M. W. LEVESQUE

LE DEPUTE DE LAVAL TIEND UNE IMPORTANTE REUNION A BORDEAUX.

M. Wenceslas Lévesque, candidat libéral dans le comté de Laval, a tenu, hier soir, en compagnie de M. Mitchell, trésorier provincial, une assemblée dans le quartier Bordeaux, au Parc Extension, salle Trotier.

M. Lévesque exposa ce qu'il a fait depuis huit ans dans le comté de Laval: abolition des barrières de péage, construction de nouveaux chemins pour près de \$900,000, aide donnée à la commission scolaire protestante de Bordeaux pour s'annexer à la commission scolaire de Montréal, il y a deux ans.

M. Lévesque déclara se présenter franchement libéral, tandis que M. Gravel se présente libéral indépendant, appuyé par son beau-père, M. Tréffeil Basile, qui ne peut pardonner au gouvernement de ne l'avoir pas nommé conseiller législatif.

M. Mitchell, trésorier provincial, prenant ensuite la parole, fit un exposé de la politique financière du gouvernement Gouin, démontrant que le parti libéral, depuis 1897, a accusé chaque année des surplus considérables, alors que les conservateurs n'avaient que des déficits.

Il a déclaré que le député de Laval avait toujours travaillé consciencieusement pour le bénéfice et le plus grand avantage de son comté; il espère que les électeurs de Laval le récompenseront le 22 mai.

Le dernier orateur, M. Léon Garneau, C.R., a fait l'éloge de M. Lévesque, l'ayant connu alors qu'il était conducteur sur les tramways à Montréal, suivant ses cours à l'Université Laval durant le jour, et travaillant la nuit. M. Lévesque, dit-il, s'est élevé à la position qu'il occupe actuellement par son travail et non avec les millions de ses beaux-parents.

M. Garneau est "convaincu que les électeurs de Laval donneront plutôt leur confiance au candidat Lévesque, qui est le fils de ses œuvres, qu'au candidat Gravel, qui n'a d'autre mérite que d'être le gendre de son beau-père."

3 CONSPIRATEURS BOCHES CONDAMNES

New-York, 9. — Le tribunal fédéral a condamné aujourd'hui à 8 ans de détention dans le pénitencier de l'Etat, à Atlanta, Robert Fay, ancien lieutenant de l'armée allemande, et Walter Scholz, son beau-frère, trouvés coupables d'avoir complotté pour détruire des navires chargés de munitions pour le compte des Alliés. Paul Denche a été condamné à 2 ans d'emprisonnement.

PINCEE A MONTREAL

Les détectives Tierney et Forget ont arrêté, ce matin, vers deux heures, une dénommée Marie-Louise Morin, âgée d'environ 26 ans, recherchée par la police de Québec, sous l'accusation de vol pour une somme de \$200.00.

AU SUJET D'UNE TERRE DE \$133,000

UNE RECLAMATION BASEE SUR UN TESTAMENT QUI DATE DE 1807.

Le juge Dunlop a commencé ce matin l'audition d'une cause très importante au sujet de l'interprétation d'un testament ou plutôt d'un contrat de mariage qui date de 1807. Le demandeur, Adolphe Lebeau dit Lalouette, en son nom et au nom des mis-en-cause Jean-Baptiste Lebeau dit Lalouette et autres réclame de Henri Lebeau dit Lalouette, le défendeur, la possession d'une terre à Saint-Laurent, évaluée à \$133,000.

Le 22 octobre 1807, par devant notaire, Jean-Baptiste Lebeau dit Lalouette et Sophie David passèrent un contrat de mariage, établissant entre eux le régime de la communauté de biens. En 1812 Jean-Baptiste Lebeau hérita d'une terre appartenant à son père, Jean-Baptiste Lebeau et sa femme moururent en 1857, sans enfant, laissant comme héritiers une nièce, Marie-Louise, et deux neveux, Antoine et Jean-Baptiste Lebeau. Ce dernier mourut à son tour en 1865, laissant ses héritiers légaux étaient le demandeur et les mis-en-cause.

Quelques années avant la mort du dernier, Jean-Baptiste Lebeau, il avait cédé à son frère, Antoine Lebeau, l'usufruit d'une terre qui porte maintenant les numéros 352 et 353 de la paroisse de Saint-Laurent. Antoine Lebeau et sa femme jouirent de l'usufruit de cette terre jusqu'à leur mort et maintenant cette terre est en possession de leur héritier, le défendeur.

Le demandeur allégué que Antoine Lebeau et sa femme n'avaient que l'usufruit de la terre en question et qu'après leur mort, elle devait retourner aux héritiers de Jean-Baptiste Lebeau. Le tribunal aura à décider qui a droit à la possession. La partie de terre qui fait l'objet de ce procès est évaluée aujourd'hui à \$133,000.

UNE POSITION LUCRATIVE ?

Wilfrid Picard, a comparu ce matin devant le juge Leet sous l'accusation d'avoir extorqué de l'argent sous de fausses représentations à MM. Wilfrid Thuet et Wilfrid Laporte.

On se rappelle que Picard annonçait dans la "Presse" une position magnifique et garantissait un salaire de \$20 par semaine durant des ans à ceux qui lui fournissaient le capital de \$200. Deux des actionnaires de la compagnie "Equity Amusement" dont Picard est le gérant ont déposé chacun une plainte contre lui, sous prétexte qu'après le versement de \$200 ils n'ont pas reçu de salaire et se sont aperçus que Picard faisait mauvais usage de l'argent à lui confié.

Le juge l'a condamné à subir son examen volontaire le 16.

MILITAIRE A L'AMENDE

Pour s'être porté à des voies de fait sur un policier pendant que celui-ci opérait une arrestation, un soldat, à peine revenu du front, Clifford Johnson, 46 ans, résident à Belmont, a été condamné à \$300 un mois de prison par le recorder.

Que de fois, elle se sentait glisser vers la zéolite, devant les visions nauséabondes ou sanglantes, qui se renouaient à chaque cycle de misère! Souvent, la jeune fille, au fond d'elle-même, s'était dit avec effroi qu'elle ne parviendrait jamais à dompter les répugnances et les attendrissements qui la rendaient nerveuse et tremblante, alors qu'on lui commandait d'agir, de toucher à une plaie, d'opérer un pansement. Mais la nécessité de remédier sans retard à ces maux, l'ambition de les soulager et de s'enrainer à une mission généreuse, déclinèrent sa volonté, la rendaient enfin maîtresse d'elle-même. Luce Fresnel s'aguerrissait et contre le spectacle de la mort et contre celui, plus émouvant encore, de la vie douloureuse.

Elle était intéressée par l'angoissant énigme que recèle chaque malade, elle se passionnait à l'étude, s'éprenait de plus en plus fortement de la science et du métier dont elle n'était encore qu'une fervente apprentie.

Maintenant, elle ne s'en allait plus à l'hôpital où elle laissait tant de préoccupations ardentes. Instinctivement, la jeune fille retardait son allure en longeant les parterres à la française, qui étendent leurs rectangles verts

de gazon entre les vieux bâtiments couleur de rouille, aux toitures coquilles. Des fleurs printanières égayaient les plates-bandes; de délicats bourgeois s'enfilaient aux branches des tilleuls taillés. Une poésie mélancolique émanait de ces verdure jeunes et de ces fleurs grêles, encloses de murailles caduques, derrière lesquelles s'abritaient tant d'âmes dolentes et de corps ruinés.

Plus d'un coup de chapeau fut adressé à la gracieuse passante par les externes et les internes qui la croisaient, tandis qu'elle traversait les diverses enceintes. Luce répondait avec l'extrême simplicité et la réserve souriante qui lui venaient déjà le respect et la sympathie de ses compagnons d'études.

Les temps ont changé! Les carabins d'antan sifflaient leurs émeles féminines. Ceux d'aujourd'hui, plus habitués, peut-être aussi plus courtois, ont appris à reconnaître et à apprécier, parmi le groupe mélangé et cosmopolite des étudiants, les jeunes filles sérieuses, d'une conviction sincère et d'une application tenace, qui deviennent souvent, pour eux, aux examens, des concurrentes redoutables. Et Luce était déjà classée parmi celles-là.

Mme Fresnel jeta un coup d'oeil vers l'horloge, incrustée au fronton d'une arche monumentale, et elle accéléra sa marche. L'heure habituelle du déjeuner était dépassée. Bonne-maman s'inquiéterait, la croyant encore malade, comme ce jour où la jeune fille, vaincue par la nausée, était rentrée juste à point pour s'évanouir.

D'un élan, Luce franchit le grand porche, toujours encombré d'un va-et-vient d'infirmiers, d'étudiants et de hâves solliciteurs, et prit sa course par l'antre populeuse qui conduisit, sous divers noms, du Jardin des Plantes au boulevard Saint-Michel. Dans la rue de Jus-sieu, en face de la Halle aux Vins, la jeune fille s'engouffra dans un vestibule et gravit rapidement trois étages. Deux fois, elle tira le gland de la sonnette pour prévenir de son arrivée, puis ouvrit avec sa clé. La grand-mère, joyeuse du carillon familial, accourait déjà dans l'antichambre.

— C'est toi, chérie! Encore essouffée! Je vais gronder!...

Mais ces paroles s'étouffaient déjà dans l'embrassement fougèreuse: — Non! Non! Ne gâche pas, ma chérie! Je me suis attardée à l'antichambre! Mais à présent, ça va très bien! et ne suis plus un bleu! Ne te tourmente pas, dorénavant, en cas de retard!

LA NOTE DE WASHINGTON

AU DIRE DES JOURNAUX TEUTONS DES ETATS-UNIS, LA REPONSE DE M. WILSON CONSTITUERAIT UNE DEMANDE FINALE AU SUJET DE LA GUERRE SOUS-MARINE.

New-York, 9. — Les journaux allemands des Etats-Unis sont portés à voir dans la réponse de M. Wilson une demande ferme et finale au sujet de la question sous-marine. Le "Staats Zeitung" dit: "On pourrait interpréter cette note en disant que M. Wilson ne cherche qu'à forcer l'Allemagne à abandonner la guerre sous-marine pour sauver le commerce anglais, et qu'il ne se propose même pas de presser l'Angleterre d'observer les principes de l'humanité et de la loi internationale. On pourrait également l'interpréter en affirmant que le président désire irriter Berlin. Nous ne l'interprétons pas de cette façon. Nous attendons attentivement les mesures que les Etats-Unis vont prendre contre l'Angleterre."

"Herald" de New-York: Si après un laps de temps raisonnable, le président ne remplit pas son devoir à l'égard de la Grande-Bretagne, il faudra l'accuser de prévention envers l'Allemagne. Cette dernière reprendrait probablement alors ses opérations sous-marines avec plus de rigueur.

Le "Volkshalt" de New-York: Si après un laps de temps raisonnable, le président ne remplit pas son devoir à l'égard de la Grande-Bretagne, il faudra l'accuser de prévention envers l'Allemagne. Cette dernière reprendrait probablement alors ses opérations sous-marines avec plus de rigueur.

LES JOURNAUX NEW-YORKAIS APPROUVENT WILSON

New-York, 9. — Le "Times" de cette ville dit au sujet de la note de M. Wilson: "Le peuple américain a entendu sa propre voix et lu sa propre pensée dans la note transmise hier à Berlin."

Le "Post" de Washington: "C'est d'un bon sens parfait, parfaitement digne de l'esprit de la loi et de la justice." Le "World" de New-York: "Le président fait dépendre la continuation des relations amicales entre les deux pays de la façon dont seront exécutées les nouvelles instructions données aux sous-marins. Voilà ce qui doit être."

Le "Herald" de M. Wilson a parfaitement raison."

LES PRISONNIERS A KUT-EL-AMARA

Berlin, 9. — (Par Saville.) — Le communiqué officiel turc, du 8 mai, rapporte que trois généraux anglais, en outre du commandant et du général Townshend, un colonel et un commandant d'artillerie ont été faits prisonniers, à Kut-el-Amara.

Egalement les Turcs se sont emparés de 40 canons, 20 mitrailleuses, 5,000 fusils, 3 avions, de grandes quantités de munitions et de matériel.

Le communiqué donne en retard la nouvelle d'une bataille qui s'est poursuivie, en mars, en Arabie du sud, près du port anglais d'Aden. Après une lutte de deux heures, les Anglais ont retiré, perdant plus de 300 hommes.

PLUS DE LISTE DES PERTES ANGLAISES

New-York, 9. — Une dépêche de Londres au "Sun" dit: "Le premier ministre Asquith a annoncé aux Communes anglaises, hier, que, pour des raisons militaires, le gouvernement anglais abandonnait la coutume de publier le nombre des hors de combat des troupes anglaises."

UN NAUFRAGE SUR LE LAC SUPERIEUR

Sault Sainte-Marie, 9. — Le navire S. R. Kirby, propriété de la Compagnie Northwestern Transportation, de Détroit, a fait naufrage sur la côte d'Eagle Harbor, Lac Supérieur, hier, au cours d'une effroyable tempête. Le navire portait un équipage de 20 hommes que l'on croit tous noyés.

M. BEAUDRY A TORONTO

SI L'ENROLEMENT NE VA PAS DANS LA PROVINCE DE QUEBEC, DIT LE SECRÉTAIRE DE LA RECRUITING LEAGUE, C'EST QUE NOUS MANQUONS D'EDUCATION.

Toronto, Ont., 8. — M. J. A. Beaudry, de Montréal, secrétaire de la Québec Recruiting League, a une réunion conjointe du Toronto Woman's Emergency Corps et de l'Association des marchands-détailliers, vendredi soir, a expliqué pourquoi le recrutement ne va pas dans le Québec.

C'est parce que les habitants de cette province manquent d'éducation.

Voici ce que dit le "Toronto Evening Telegram" du 6 mai au discours de M. J. A. Beaudry: "Le plus intéressant peut-être des orateurs, hier soir, fut M. J. A. Beaudry, de Montréal, secrétaire de la Québec Recruiting League. Il déclara que depuis l'organisation de cette ligue en décembre dernier, deux nouveaux bataillons ont été formés sous le commandement de deux hommes de Montréal qui étaient à la bataille d'Ypres. De plus M. Beaudry déclara que chez les gens du Québec, ce n'est pas tant une question de nationalité que d'information. Cette province fait face à de grandes difficultés. Ce dont elle a besoin c'est de l'éducation." That Province had been working under great difficulties. What it needed was education. (C'est en capitales dans le "Telegram"). Les gens agissent d'après leur conviction. La conviction provient de l'information obtenue. La plupart des Canadiens-français n'ont qu'une source d'information. Ils n'ont entendu qu'un côté. Les politiciens ont mis leur nez dans la question du recrutement et comme de coutume, ont fait du gâchis. Ils ont fait des appels, mais à l'égoïsme du peuple, ce qui a toujours été, la chose la plus facile au monde.

"Après l'assemblée, M. Beaudry a fortement réitéré ses déclarations au nouvelleté du "Telegram". Il a appuyé avec grande vigueur sur ce fait que si l'on éclairait les Canadiens-français sur la vraie portée de la question, ils s'enrôleraient aussi vite que n'importe qui. Mais les politiciens sans scrupules n'ont que jeté de la poudre aux yeux de leurs concitoyens en soulevant la question des écoles, qui avait causé tant de misères.

"De plus, les Canadiens-français du Québec ont toujours reçu l'enseignement qu'ils n'avaient pas à se défendre, que la marine britannique s'en occuperait.

"Pour un peuple qui reçoit peu d'information, sauf par certains journaux de langue française et des politiciens arrivistes, il faudrait du temps pour les atteindre. On ne pourrait précipiter un changement du tout au tout.

"M. Beaudry a aussi exprimé son dégoût du fait que dans le passé, le Canada ait été content d'accepter la protection britannique en consentant que le fardeau en fut porté par le peuple des Iles Britanniques."

L'ECONOMIE CHEZ LEURS MAJESTES

PAS D'ALCOOL A BUCKINGHAM NI A WINDSOR

New-York, 9. — D'un câblogramme de Londres à la "Tribune": "L'économie, causée par la guerre, est pratiquée sur une grande échelle, dans la famille royale. Aucun alcool n'est admis au palais de Buckingham ou de Windsor. Le cidre est la liqueur la plus forte qui soit bu, à la limonade, l'orangeade et autres liqueurs douces sont en honneur. La famille royale mange plutôt des oeufs de faisans que ceux de pluviers."

GENERAUX AUTRIECHIENS HONORES

Berlin, 9. (Par Saville.) — L'empereur François-Joseph a promu les généraux Rohe, Boehm-Ermoli, Pfleger, Belkin, Dankl, Berovich, Tserzayansky et Puhallu Von Bellog, qui ont servi dans les armées et le général Friedrich von Georgi, ministre de la Défense nationale, au rang de colonel-général.

L'amiral Von Haus a été nommé grand amiral.

LES ELECTIONS LE Dr PAGER EST CANDIDAT

LA CONVENTION LIBERALE DES DEUX-MONTAGNES LE CHOISIT. — SIR LOMER TIENDRA UNE SERIE D'ASSEMBLEES DANS LES CANTONS DE L'EST. — LA DISCORDE S'EN MELE.

La situation reste la même sur tous les fronts électoraux, sauf dans les Deux-Montagnes où les libéraux viennent de se choisir un nouveau candidat en remplacement de M. Adéard Fortier, qui a décliné l'honneur de briger les suffrages. Le Dr PAGER a été choisi à l'unanimité, à Sainte-Scholastique, hier, pour faire la convention libérale à la surprise de beaucoup, car depuis le refus de M. Fortier, il était fortement question de cette candidature. L'assemblée était présidée par M. Henri Groulx, dont le nom avait déjà été proposé à la première convention.

Siôt choisi, il a exposé au long le programme qu'il entend suivre après son élection. M. Oscar Gladu, qui est devenu l'un des orateurs libéraux les plus connus, a défendu le gouvernement Gouin contre les attaques qui lui sont faites par les conservateurs et par la presse bleue. M. Donat Leblanc, avocat, de Sainte-Scholastique, a parlé d'une coalition libérale pour assurer au parti une victoire définitive. M. Ethier, député des Deux-Montagnes à Ottawa, a prononcé un "beau discours".

Le dernier orateur a été M. L. J. Labrosse; il a dénoncé les iniquités qui se commettent dans l'Ontario contre nos compatriotes canadiens-français à qui on veut enlever le droit de parler leur langue. Il a déclaré que les notres sont tyrannisés par le "toryisme" et qu'il ne faut pas permettre à cette doctrine, dont le grand-prêtre dans cette province est M. Cousineau, Philémon, de s'imposer chez nous; il a dénoncé aux électeurs la différence d'attitude entre M. Philémon Cousineau, le chef de la opposition, qui se sacrifie pour nos frères d'Ontario, et M. Lomer Gouin, qui fait voter une loi permettant aux municipalités de la province de Québec de verser 5 p. c. de leur revenu total pour aider la cause des écoles d'Ontario. M. Labrosse fut député de Prescott à la législature ontarienne.

Le Dr PAGER a fait connaître ensuite aux électeurs la liste des assemblées qu'il tiendra dans le comté au cours de sa campagne. M. PAGER tiendra ses assemblées dans les cantons de paroisses du comté. Le candidat conservateur et ses amis sont invités à toutes ces assemblées.

DANS LES CANTONS DE L'EST

Dans les Cantons de l'Est la lutte devient plus vive de jour en jour. Les deux partis semblent concentrer toutes leurs forces sur ce point. C'est à Sherbrooke que M. Cousineau, Philémon, a pratiquement ouvert sa campagne. C'est là qu'il a dénoncé le plus violemment que le "gouvernement est pourri" et qu'il a expliqué clairement son programme: "Mettre Gouin dehors". M. Cousineau a parlé à plusieurs autres endroits des Cantons de l'Est, et partout il a supplié les électeurs de changer le gouvernement. M. Cousineau a crié partout qu'il s'agissait de l'avenir et de l'honneur de la province.

Cette première offensive des bleus est maintenant terminée, et voici que les rouges vont se mettre à l'oeuvre sur le même point. Aujourd'hui même, Sir Lomer Gouin ouvre l'offensive. A une heure, cet après-midi, il parlera à Farnham. Ce soir il parlera à Granby. Demain il sera à Magog puis à Sherbrooke; après-demain à East Angus puis à Weedon. Dans la soirée du même jour il tiendra des assemblées à Disraeli puis à Thetford Mines. Sir Lomer sera accompagné partout par M. W. J. Mitchell, l'organisateur libéral dans les Cantons de l'Est et candidat lui-même dans Richmond.

DANS LE DISTRICT DE MONTREAL

On répète un peu partout que M. Gouin, dès que sa tournée dans les Cantons de l'Est sera terminée, se rendra à Québec, où il tiendra une conférence avec les députés libéraux de la province. La discordance entre ses fidèles partisans, dans la plupart des comtés du district, inquiète Sir Lomer. Le premier ministre n'en dormira plus. La fable ne dit-elle pas en effet: Rien n'est si dangereux qu'un ignorant ami.

Mieux vaudrait un sage ennemi.

Elle parvenait déjà à la chambre à coucher. Le voyage, certes, n'était pas long... L'appartement où Mme Bertheaume vivait seule jusqu'ici, ressemblait à toutes ces minuscules cages parisiennes, divisées en casiers lilliputiens, dont les ouvertures voisinaient sur un couloir central.

Mais, serrés dans le nid, on se sent plus chaud! La félicité de posséder sa petite-fille, de savourer les mille petites joissances d'une tendre intimité, après un long isolement, rajeunissait l'aïeule. Et si Luce demeurait absente une grande partie du jour, il suffisait à la grand-mère d'apercevoir la coquette blanche alignée au pied de son lit, et, partout éparpillés, les livres et les cahiers de l'étudiante, pour se sentir le coeur inondé de joie.

La jeune fille, débarrassée de son chapeau et de sa jaquette, lavait ses mains et son visage dans une eau parfumée de benjoin, afin d'enlever l'odeur de l'hôpital et des antiseptiques. Sans perdre un instant, tandis que la vieille femme de ménage s'agitait dans le suprême coup de feu, Luce ouvrait sa serviette, examinait les notes recueillies ce matin, commençait le schéma d'un dessin anatomique. Mais, de la salle à manger, Mme

Bertheaume appelait, avec une affectueuse impatience: — A table! A table! assez de travail!... Cette heure m'appartient!... Ne me fais pas tort!

— Voilà! voilà! cria gaiement la jeune fille, abandonnant crayon et papiers.

Moins d'une seconde après, elle s'assoyait, vis-à-vis de l'aïeule. Entre elles, sur le damier rouge et blanc de la nappe, un joli couvert arrangé avec goût, des délicatesses appétissantes servies dans de la porcelaine à filet d'or, et, dans un cornet de cristal, quelques rameaux de giroflée qui parlaient de printemps.

Autour de la pièce, nette et claire, des gravures de maîtres, en des cadres de bois sculpté, un dres-soir où étincelaient de lourds plats d'argent, des cafetières d'émail, et les restes d'un service inestimable de vieux Chine racontaient, ainsi que la panoplie, les miniatures et les meubles de marqueterie du salon voisin, l'opulence origininaire de Mathieu Bertheaume, dont la veuve avait gardé pieusement les reliques.

A SUIVRE

12

3,000 personnes ont entendu la fanfare hier soir.

ARENA CE SOIR A 8.30

CREATORE

ET SA MERVEILLEUSE FANFARE

Nouveau programme. Mlle Béatrice Fraser, soliste. Durant le concert, le Dr Michael Clark, de l'Université de Toronto, portera la parole. 25c, 50c, 75c. Quelques sièges à \$1.00. Sièges chez Willis et Cie, Limitée.

COMPAGNIE DES TRAMWAYS DE MONTREAL

HORAIRE DU SERVICE SUBURBAIN POUR 1916.

LACHINE. — Du bureau de Poste. Service de 10 min. de 5.40 a.m. à 8.00 a.m. 20 min. de 8.00 a.m. à 4.00 p.m. 20 min. de 4.00 p.m. à 7.10 p.m. 20 min. de 7.10 p.m. à 12.00 minuit.

DE LACHINE. — Service de 20 min. de 5.30 a.m. à 5.50 a.m. 10 min. de 5.50 a.m. à 9.00 a.m. 20 min. de 9.00 a.m. à 4.00 p.m. 10 min. de 4.00 p.m. à 8.00 p.m. 20 min. de 8.00 p.m. à 12.10 a.m. Dernier extra 12.50 a.m.

SAULT-AU-RECOLLET ET SAINT-VINCENT-DE-PAUL. — De Saint-Denis à Saint-Vincent-Service de 15 min. de 5.15 a.m. à 8.00 a.m. 20 min. de 8.00 a.m. à 4.00 p.m. 20 min. de 4.00 p.m. à 7.00 p.m. 20 min. de 7.00 p.m. à 8.00 p.m. 30 min. de 8.00 p.m. à 12.00 p.m. Tramway pour Henderson seulement 12.00 a.m.

SAINT-VINCENT A SAINT-DENIS. — Service de 15 min. de 5.45 a.m. à 8.30 a.m. 20 min. de 8.30 a.m. à 4.30 p.m. 15 min. de 4.30 a.m. à 9.00 a.m. 20 min. de 9.00 p.m. à 12.20 a.m.

MONTAGNE. — De l'ave du Parc et Mont-Royal-Service de 30 min. de 5.40 a.m. à 12.20 a.m. 20 min. de 12.20 a.m. à 12.50 a.m. 20 min. de 12.50 a.m. à 1.30 p.m. 20 min. de 1.30 p.m. à 12.30 p.m.

CARTIERVILLE. — De Snowdon Jct.-Service de 30 min. de 5.20 a.m. à 8.40 p.m. 40 min. de 8.40 p.m. à 12.00 minuit.

DE CARTIERVILLE. — Service de 30 min. de 5.40 a.m. à 4.00 p.m. 40 min. de 4.00 p.m. à 12.20 a.m.

DE L'AVE DU PARC ET MONT-ROYAL. — Service de 30 min. de 5.40 a.m. à 12.20 a.m. 20 min. de 12.20 a.m. à 12.50 a.m. 20 min. de 12.50 a.m. à 1.30 p.m. 20 min. de 1.30 p.m. à 12.30 p.m.

DE L'AVE DU PARC ET MONT-ROYAL. — Service de 30 min. de 5.40 a.m. à 12.20 a.m. 20 min. de 12.20 a.m. à 12.50 a.m. 20 min. de 12.50 a.m. à 1.30 p.m. 20 min. de 1.30 p.m. à 12.30 p.m.

DE L'AVE DU PARC ET MONT-ROYAL. — Service de 30 min.

Le temps qu'il fera

Beau et frais. Demain, beau et plus chaud.

Chiffres fournis par R. de Mazié, gérant de Hez et Harrison, 332 rue Notre-Dame ouest.

MAXIMUM ET MINIMUM
Aujourd'hui maximum... 57
Aujourd'hui minimum... 45
Même date l'an dernier... 42

Baromètre, — 8 h. a.m., 29.52; 11 h. a.m., 29.62; 1 h. p.m., 29.65.

DEMAIN, MERCREDI, 10 MAI
Soleil, à 5 h. 35.
Lever du soleil, à 5 h. 35.
Coucher du soleil, à 7 h. 18.
Lever de la lune, à 11 h. 13.
Coucher de la lune, à 1 h. 14.
Pleine lune, le 17, à 9 h. 17 m. du matin.

MORT DE MGR LOUIS

JACQUES LANGIS

LE VICAIRE GENERAL DU DIOCESE DE RIMOUSKI EST DECÉDÉ, HIER.

Rimouski, 9. — Mgr Louis Jacques Langis, vicaire-général et prévôt du chapitre du diocèse de Rimouski, est décédé hier. Le service funéraire sera chanté vendredi prochain à la cathédrale, à neuf heures.

Langis (Mgr Louis Jacques) était né à Rimouski le 26 février 1843 de Joseph Langis et de Mélanie Lepage. Il fit ses études à Québec et fut ordonné le 6 juin 1863. Professeur au séminaire de Québec (1868-69) puis directeur du collège de Lévis (1869-74) il revint à Québec en 1874 comme directeur du pensionnat. L'année suivante, en 1875, il devint professeur au séminaire de Québec et il y demeura jusqu'en 1879; il passa ensuite au séminaire de Rimouski où il fut directeur des études et des études ecclésiastiques, 1879-81, puis supérieur, 1881-83; il fut curé de St-Jacques, 1883-91, puis vicaire-général du diocèse de Rimouski à partir de 1891. A Rimouski où il fut procureur de l'évêché où il résidait et en même temps supérieur au séminaire 1895-98; il fut curé de Saint-Octave des Métis depuis 1899. Il était chanoine de la cathédrale de Rimouski et théologal du chapitre. Il était docteur en théologie.

CONFERENCE DE LA SCHOLA CANTORUM

La série de conférences de la Schola Cantorum de Montréal, interrompue durant le carême, reprendra jeudi soir, le 11 mai, à la salle de la bibliothèque Saint-Sulpice, le R. P. Bérubé, secrétaire de la Schola Cantorum, parlera du chant populaire à l'église.

L'habile conférencier a divisé son discours en trois parties: 1. La pratique de l'Eglise depuis les origines. 2. Le soliste ancien et le soliste moderne. 3. La possibilité de faire chanter le peuple d'aujourd'hui à l'Eglise et les moyens à prendre pour y arriver.

Entre chaque partie, les élèves de la Schola du séminaire de philosophie, sous la direction de M. W. Labrosse, exécuteront de jolis morceaux de chant grégorien et de musique moderne.

"JAMAIS LES BOCHES N'AURAIENT FAIT ÇA"

CE QUE DIT UNE FEMME DE S. LEONARD DE PORT MAURICE D'UNE PRETENDUE VISITE FAITE CHEZ ELLE PAR DES SOLDATS.

Mme Alphonse Lavigne, de S. Leonard Port Maurice, se souviendra longtemps de la visite que certains militaires lui ont faite, hier soir, entre 10 heures et 11 heures. Elle était couchée quand des soldats défoncèrent sa porte et firent leur apparition dans la maison à la recherche de son mari, déserteur du 150^e bataillon, et malade à ce moment-là et incapable au dire de son médecin de reprendre service. Là, les soldats se seraient portés à des actes de violence sur Mme Lavigne, l'auraient menacée de la tuer et puis l'auraient envoyée toute seule dans la nuit. Après cela, ils auraient brisé les armoires, défoncé le plancher à coup de pioche, tué un pigeon dans le poulailler, etc.

C'est du moins ce que nous racontait ce matin, Mme Lavigne et sa belle-mère, chez qui elle se retira, au parc Champlain, après qu'on l'eût délogée de chez elle. Et Mme Lavigne d'ajouter, en nous racontant son histoire: "Jamais les Boches n'auraient fait choses semblables dans leur pays", 8 hommes attaquer une femme et la laisser seule, à demi nue, à la belle étoile."

ÇA NE VA PAS CHEZ LES BLEUS DE QUEBEC

Québec, 9. — Les bleus de Québec ne sont pas chanceux dans le choix de leurs candidats. Deux se sont retirés de la lutte, ce matin, d'un seul coup. M. Frank Dinan, candidat conservateur dans Québec-Ouest, et M. Alfred Prévoost, candidat dans le comté de Québec, annoncent qu'ils sont forcés de se retirer pour des raisons personnelles.

Dans Québec-Ouest, il est probable que M. Chas. Smith, avocat, sera de nouveau candidat opposé à l'échevin Martin Madden sera le candidat du gouvernement.

KELLY EST A WINNIPEG

Winnipeg, 9. — Thomas Kelly, entrepreneur de Winnipeg, est arrivé dans cette ville, cet après-midi, après avoir passé presque un an aux États-Unis où il a combattu les procédures en extradition prises contre lui. Il est accusé de vol et de parjure. On compte qu'il va subir son procès aux Assises de juin.

ADORATION NOCTURNE

Les membres de l'Adoration nocturne sont priés de se rendre, ce matin, mercredi, à 7 heures 30, à l'Assise de la Providence, angle S. Catherine et S. Hubert, pour la célébration des Quarante-Heures.

UNE MESURE DE PROTECTION

LE PRESIDENT DES ETATS-UNIS FAIT MASSER SEPT MILLE SOLDATS A LA FRONTIERE A LA SUITE DU DERNIER RAID DES BANDITS MEXICAINS.

Washington, 9. — M. Wilson a appelé aujourd'hui la milice du Texas, de l'Arizona et du Nouveau-Mexique, relativement à la situation à la frontière.

M. Baker, le ministre de la guerre, a livré aujourd'hui à la publicité la déclaration suivante à ce propos: "L'incursion de la région de Big Bend a démontré une fois de plus le danger de ces coups de main à notre frontière, à tel point que le président a appelé la milice de l'Arizona, du Nouveau-Mexique et du Texas, et lui a enjoint d'offrir ses services au général Funston qui désignera des postes aux militaires le long de la frontière, pour qu'ils y exercent la surveillance."

En sus, deux autres régiments de l'infanterie régulière ont reçu l'ordre de se rendre à la frontière, et l'on prendra les autres dispositions qui seront nécessaires pour mettre le peuple américain dans une sécurité complète à l'égard de ces attaques."

M. Baker affirme que la milice de ces trois Etats fournira environ 4,000 hommes. Les troupes envoyées à la frontière, soldats réguliers et milice, s'élèvent au chiffre approximatif de 7,000 hommes.

Le ministre a annoncé qu'on a transmis au général Funston, pour qu'il fasse une enquête, la nouvelle de source mexicaine voulant que le coup de main opéré contre Glenn Springs ait été préparé sur territoire américain.

On a donné ces nouvelles instructions sur l'avis commun des généraux Scott et Funston. M. Baker dit que ce nouveau mouvement est une simple mesure de protection de la frontière. Il n'a pas entendu dire que les troupes américaines de la région de Big Bend ont franchi la frontière pour donner la chasse aux bandits.

QUELQU'UN CHERCHE A ENTRAÎNER LES ETATS-UNIS DANS LA GUERRE.

Washington, 9. — Après avoir conféré, de bonne heure, avec M. Lansing, M. Eliseo Arredondo, ambassadeur de Carranza, a déclaré avoir dit au ministre "qu'il n'y a pas un iota de vérité" dans les rapports de la frontière annonçant que le général Obregon a demandé le retrait des troupes américaines. L'ambassadeur a été également que pendant la conférence d'El Paso les troupes mexicaines aient été disposées de façon à menacer les lignes de communication du général Pershing.

M. Arredondo a demandé que les autorités américaines redoublent de vigilance à la frontière contre les menées des ennemis des deux pays qui cherchent à les faire entrer en guerre par des incursions à la frontière. "Mon gouvernement, a dit l'ambassadeur, possède des renseignements officiels et précis établissant que le coup de main de Glenn Springs a été organisé aux Etats-Unis. On craint qu'il n'y ait d'autres incursions. J'ai fait part de ces informations à M. Lansing."

ACCORD CONCLU

Washington, 9. — L'ambassadeur spécial Rodgers à Mexico a télégraphié aujourd'hui au secrétaire d'Etat que le général Carranza a manifesté son approbation de l'accord pratique conclu par les généraux Scott et Obregon au sujet des mesures à prendre à la frontière.

LES CAPTURES S'ÉVALUENT

El Paso, Texas, 9. — Suivant un message de nature privée reçu ici, les 7 minutes des captures faites par les bandits mexicains ont échappé à leurs garçons, leur ont fait trois prisonniers et se sont sauvés à la frontière.

Le rapport corroboré subséquemment, dit que le Dr Powers, de San Angelo, Texas, l'un des captifs, s'est également échappé.

UNE FILLE D'HONNEUR CHEZ LE RECORDER

Une fournie de personnages ont défilé devant le recorder Geoffroy, ce matin, sous l'inculpation d'ivresse.

Plusieurs ont bénéficié de la clémence du tribunal, d'autres, coupables de méfaits plus graves, ont attrapé quelques amendes ou un séjour plus ou moins long en prison.

On remarque dans l'assistance, le garçon et la fille d'honneur et quelques parents d'un jeune couple marié ce matin à Boucherville et parti en voyage de noces par le premier train.

La figure ingénue et toute réjouie de la fille d'honneur, la mise recherchée de son beau ténébreux, un oeillet à la boutonnière, contrastaient étrangement avec la mise patibulaire de certains détenus.

Cette visite inattendue a donné à la cour un aspect inaccoutumé, les filles d'honneur sont si rares aux jours de réception de Dame Justice.

SERIEUSES PERTES DES ITALIENS ?

Berlin, 9. — Le communiqué officiel de Vienne porte qu'une partie de la culée de pont de Goritz et de la région de San-Martino a été temporairement soulevée par les Italiens. A l'ouest de l'église de San-Martino, les Italiens ont éprouvé des pertes considérables au cours de fortes explosions qui ont détruit une partie de leurs positions.

APPEL DES PRUSSIENS DE DIX SEPT ANS

Londres, 9. — (New-York Sun). — Le "Daily Telegraph" publie que les jeunes gens de 17 ans de la Prusse ont été appelés pour le service militaire.

LA GUERRE LES BOCHES NE PEUVENT PAS AVANCER

L'ennemi tente vainement une avance au cours de la nuit à la côte 304. — Les Poilus non seulement le repoussent mais portent des contre-attaques avec succès.

Paris, 9. — Après avoir violemment bombardé les positions françaises à la côte 304, sur le front de Verdun, les Allemands ont tenté une avance, à 3 heures, ce matin. Le communiqué officiel de cet après-midi annonce que les Français ont complètement repoussé cette attaque. Les contre-attaques des Français, à l'est de la Meuse, ont délogé les Teutons de certaines positions qu'ils avaient capturées.

Le terrain repris par les Français comprend quelques sections de tranchées au nord-ouest de Thiaumont. Les Allemands ont effectué un bombardement intense dans les secteurs d'Elx et de Chailillon, et entre Douaumont et Vaux.

Il y a eu une lutte à la grenade à Apremont, et dans la vallée de la Ficht. Au sud d'Autreches, dans le voisinage de Soissons, ils ont fait une tentative d'attaque, mais ils ont subi un échec.

A Bolante, dans l'Argonne, les Français ont capturé deux petits postes teutons, tuant tous les occupants.

Ailleurs, sur le front, il n'y a pas eu d'événements importants.

LA MITRAILLEUSE DES POILUS A LE DESSUS

Paris, 9. — Les derniers assauts des Allemands contre les défenses de Verdun ont servi à démontrer quel usage efficace les Français sont parvenus à faire des mitrailleuses. Leur ligne de front est défendue par des mitrailleuses mises en oeuvre par un nombre d'hommes relativement petit et par de nouveaux fusils à décharge automatique, dont deux équivalent à une mitrailleuse.

Au dire des témoins oculaires, le bombardement préparatoire des Allemands qui a duré 48 heures, dépasse en violence tous les précédents. On observe que les ennemis avaient sujet de croire qu'au-

ÇA "DEVIENT UNE ATROCITE"

C'est ainsi que le "Manchester Guardian" qualifie les exécutions de Dublin.

Londres, 9. — Les exécutions militaires de Dublin deviennent une atrocité", dit le "Manchester Guardian", dans un article où il appuie l'appel à la clémence fait au Communisme, hier, par M. Redmond. "Quatre autres hommes ont été passés par les armes et rien n'indique que cela va prendre fin."

Nous comprenons qu'on ait désiré au début démontrer qu'un prompt châtiement a suivi le crime, faire un exemple et donner un sévère avertissement, mais ce but a été atteint depuis longtemps.

Cette feuille réclame des procès publics pour les autres coupables, se demandant pourquoi on en refuse-rait aux insurgés de Dublin quand on en accorde à sir Roger Casement.

RECLAMATIONS CONTRE LA VILLE

DEUX CITOYENS PRETENDENT QUE LA CONSTRUCTION DU TUNNEL DE L'AVENUE DU PARC A DÉTERIORÉ LEURS PROPRIÉTÉS. — DEUX DEMISSIONS. — LAQUEUDUC ET LES PENTES DOUCES.

Nos administrateurs n'avaient pas assez de difficultés pour se rendre à Corinthe, voici maintenant qu'on leur intente des poursuites.

La ville a construit un tunnel il y a quelques années sur l'avenue du Parc, près Van Horne.

On se plaint, aujourd'hui que cette construction a causé des dommages considérables aux propriétés. Deux citoyens de l'endroit viennent même d'intenter une action de \$50,000.

Les commissaires, après avoir pris connaissance de la facheuse nouvelle, ont décidé de nommer trois experts: MM. G. B. Stevenson, G. Beausoleil et H. Lapiere, qui seront chargés d'évaluer les dommages.

DEUX NOUVELLES DEMISSIONS

L'hôtel de ville est en passe de se vider de... ses fonctionnaires; les démissions, les renvois et les suspensions pullulent... comme l'argent sous l'ancien régime.

Deux commis, l'un au bureau de la comptabilité, celui-là parce qu'il s'est trouvé, paraît-il, une meilleure position; l'autre, au bureau des commissaires, celui-ci parce que ses services ne satisfaisaient pas, viennent d'allonger la liste des démissionnaires.

UN ECHEVIN QUI S'ABUSE

L'échevin Macdonald s'était plaint, il y a quelque temps, que nombre d'étrangers étaient employés aux travaux qui se font actuellement dans son quartier.

Ce matin, on lui a démontré que la petite enquête instituée dans ce sens avait révélé la présence de... 18 étrangers seulement sur un total de 200.

SOUSSIONS

Le commissaire Villeneuve a donné avis de motion qu'à la prochaine séance du bureau il proposera que la ville demande des soumissions et soumissionne elle-même pour les travaux de voirie qui restent encore

à faire ainsi que les travaux de canaux non commencés, mais pour lesquels des crédits ont été votés dans le budget de 1916.

LES BOULEVARDS JUMENTAUX

La séance publique où l'on doit discuter la question de l'acqueduc des boulevards jumeaux, est remise à demain matin, à 11 heures.

AUX CALENDES GRECQUES

Quant aux pentes douces, un malin, qui n'a certainement pas élu domicile dans le quartier Hochelaga, les employés du gouvernement, en Irlande, devront rendre compte de leurs derniers mouvements, du fait qu'un certain nombre de jeunes employés ont pris part à l'insurrection de Sinn Féin.

LES VICTIMES DE LA REBELLION

Londres, 9. — M. Asquith a annoncé cet après-midi à la Chambre des communes qu'au cours du récent soulèvement le nombre des soldats de sa majesté ou des policiers hors de combat à Dublin est le suivant: 124 morts, 388 blessés et 9 disparus; 321 en tout.

LA COUR MARTIALE A ACCOMPLI SON ŒUVRE

Dublin, 9. — La cour martiale qui a jugé les rebelles de Sinn Féin, a complété son œuvre. Tous les employés du gouvernement, en Irlande, devront rendre compte de leurs derniers mouvements, du fait qu'un certain nombre de jeunes employés ont pris part à l'insurrection de Sinn Féin.

INCENDIE DANS UNE FABRIQUE D'AVIONS

Copenhague, 9. — On a reçu des rapports ici disant que voici quelques jours un incendie s'est déclaré dans une fabrique d'avions à Altona, en Prusse. Un ouvrier a provoqué une explosion en remplissant le réservoir à essence d'une machine. Le feu a détruit complètement l'édifice et 62 appareils.

INVENTIONS ALLEMANDES

Le correspondant de guerre de la "Gazette de la Bourse" rapporte que les Allemands, quand ils se voient bombardés par des projectiles asphyxiants, font immédiatement exploser des ballons remplis d'un gaz qui sert d'antidote et paralyse complètement les effets des vapeurs délétères.

Le même correspondant du journal de Pétersbourg signale l'existence de doubles et triples mitrailleuses allemandes maniées par un seul homme.

L'ENQUETE SUR LES FUSEES

JUSQU'A DATE, LES TEMOINS ENTENDUS N'ONT FAIT AUCUNE DECLARATION IMPORTANTE ET IL SEMBLE PEU PROBABLE QU'ILS EN FASSENT.

Ottawa, 9. — Les séances de la commission royale ont déjà perdu à peu près tout leur intérêt. La présence depuis hier de représentants des compagnies américaines impliquées dans les accusations Kyte n'a pas réussi à raviver l'intérêt dans les témoignages.

M. Rufus Patterson, directeur de l'International Fuse and Arms Co., a de nouveau, ce matin, été longuement contre-interrogé par les avocats des différents partis. Le témoignage n'a apporté que très peu de lumière sur la situation telle qu'exposée par les témoignages précédents. Patterson a été tout d'abord interrogé par M. Johnston. De son témoignage il ressort que la compagnie possédait des usines et avait fait des dépenses énormes pour outiller ces usines avant même que de recevoir des avances du comité des abus. Et les avances faites à la compagnie étaient parfaitement couvertes par la Garantie Trust Co., de New-York, une institution de la valeur de la banque de Montréal.

En réponse ensuite à M. Ewart, le témoin déclare que le colonel Allison n'eut rien à faire avec les comités des abus et la compagnie au sujet du contrat de la compagnie. Et un peu plus tard, le témoin a jugé Duff, le témoin appuie sur cette dénégation, déclarant qu'aucune tierce personne n'a agi dans les négociations entre la compagnie et le comité des abus. Il ne connaissait même pas le colonel Allison et il ne croit pas que jamais ce nom ait été mentionné devant lui au cours des négociations avec le comité des abus.

M. Lloyd Harris, de la Russell Motor Co., est ensuite appelé. Il raconte les circonstances des démarches faites par lui et M. Russell dans le but d'obtenir un contrat pour la fabrication des fusées. Au cours d'un voyage à New-York, au commencement de mai 1915, Russell et lui entendirent murmurer que le comité des abus devait placer une commande de cinq millions de fusées aux Etats-Unis. Russell se mit en communication avec le général Hughes qui était aussi à New-York, et celui-ci lui répondit de se mettre à la besogne s'il voulait obtenir quelque chose.

Le 6 mai, le témoin se rendit à Montréal et eut une entrevue avec le colonel Carnegie et le général Bertram. Carnegie tenta tout de suite de le décourager en lui déclarant qu'il était impossible de fabriquer des fusées au Canada. Harris dit qu'il fut un peu froissé de cette prétentieuse déclaration et une discussion un peu acrimonieuse s'ensuivit.

Finalement, le général Bertram qui n'avait pris que peu de part à la discussion, intervint et déclara à Carnegie qu'il connaissait Harris depuis longtemps et que puis- qu'il disait qu'il pouvait fabriquer des fusées, c'était qu'il le pouvait faire.

Carnegie changea alors quelque peu de ton et finalement, il dit à Harris de voir le colonel Allison s'il voulait avoir une commande. "Je demandai au colonel Carnegie si le colonel Allison était membre du comité des munitions. Il me répondit que non, mais réitéra sa recommandation de voir Allison."

Le témoin ajoute qu'il avait rencontré Allison à New-York le mois précédent, à propos de mitrailleuses.

Esperant obtenir une commande, la compagnie Carnegie retint les services d'un nommé Perry, expert, à l'emploi de la Canada Car and Foundry Co., et qui avait travaillé plusieurs années à la fabrication des fusées en Angleterre.

Après bien des négociations, Harris et Russell avaient une nouvelle entrevue avec le comité des abus et recevaient la promesse d'une commande d'un million et demi de fusées. Il s'agissait des fusées à temps fixe et non pas des fusées ordinaires.

Finalement, le 26 mai, la compagnie Russell apprenait que la commande entière avait été accordée à deux compagnies américaines.

A quelque temps de là, le colonel Carnegie se rendit à Toronto, visita les usines de la compagnie Russell et offrit une commande de fusées filantes. La compagnie ne connaissait rien de ces fusées, toutes les recherches qu'elle avait faites avaient trait aux fusées à temps fixe.

LE COMMERCE DE LA GRANDE-BRETAGNE

ON RECLAME L'ADOPTION DE VASTES MESURES POUR L'ACROITRE APRES LA GUERRE.

Washington, 9. — Les associations commerciales anglaises réclament l'adoption de vastes mesures pour accroître le commerce de la Grande-Bretagne, après la guerre. Un résumé de ces dispositions que le ministère du commerce a reçu aujourd'hui de l'attaché commercial Baldwin, à Londres, décide que une des principales choses demandées c'est l'établissement d'un moratorium pour qu'à la signature de la paix, les maisons anglaises puissent percevoir leur dû en pays ennemis avant de payer elles-mêmes ce qu'elles doivent en pays ennemi.

On demande d'adopter des mesures destinées à empêcher l'importation de produits des pays ennemis par l'intermédiaire des pays neutres ou allies et à empêcher les colonies d'expédier de la manière première dans les pays ennemis.

On préconise aussi l'introduction du système métrique, l'extension des relations commerciales entre la Grande-Bretagne et la Russie, la création de cours commerciaux dans les universités, et l'octroi de lettres de naturalisation aux seuls immigrants qui auront fait un séjour de 20 ans.

Où Acheter Demain

(Enregistré conformément à la loi du Parlement du Canada, par L.-P. Deslongchamps, au Ministère de l'Agriculture.)

CINEMA PASSE TEMPS CINEMA
287 rue SAINT- CATHERINE E. PRES SAINT-DENIS

LUNDI—MARDI—MERCREDI
MARGUERITE CLARK dans

"MOLLY MAKE BELIEVE"
EN 5 PARTIES

Production de la Famous Players Film Co.
JEUDI - VENDREDI
Theda Bara dans le SECRET DE LA SOCIÉTÉ

NOUS OFFRONS

Les meilleures confitures aux fraises, framboises, prunes, bleuets, pêches, cerises pures, marque "L. & P." Aussi "catsups", salades, d'ignons et de céleri. Nous les garantissons de la plus haute qualité. Essayez-les; vous en serez satisfaits.

PELLERIN & MASSON

Maison canadienne-française

111 SAINT-TIMOTHEE, Montréal. Tél. Est 1075-1649

Vallières CHAPEAUX! CHAPEAUX!

Chapeaux en ratine, en cordé, en piqué, en toile, dans les couleurs bleu pâle, bleu marine, gris pâle, bleu et blanc, mauve et blanc, brun et blanc, vert et blanc. Grands assortis. Valant 75c. Spécial... 50c, 75c, \$1.00, \$1.25, \$1.50

Camera "Brownie"

DE \$1.00 A \$12.00

A l'agence spéciale

J. H. ROBERT PHARMACIEN-CHIMISTE
1185 SAINT-DENIS, ANGLE MONT-ROYAL. Tél. S.-Louis 811-2299.

Gratuit: Un an d'abonnement au journal de photographie à tous ceux qui achèteront un instrument photographique.

Le service de messager le plus prompt de la ville est à votre disposition de 8 heures a.m. à minuit. Le dimanche, de 8 heures 30 a.m. à 10 heures p.m.

Sous-vêtements pour le printemps pour hommes

COMBINAISONS EN MERINO, pour hommes. Grands 34 à 44. Prix... \$1.00

SOUS-VÊTEMENTS, très beau cachemire, fabrication anglaise. Le morceau... \$2.00

SOUS-VÊTEMENTS POUR HOMMES, camisole seulement, fabrication anglaise, manches courtes. Prix... \$1.25

Votre argent vous rapporte sa pleine valeur lorsque vous achetez chez nous votre

HABIT OU PARDESSUS

Les patrons de nos lainages importés sont les plus en vogue; ils plaisent à tous les goûts et seront de mode jusqu'à usage complet. Demandez notre SPECIAL à \$20.00 fait sur mesure. CATALOGUES ET ÉCHANTILLONS GRATUITS.

CUMMINGS & CUMMINGS

SUCCESSORS DE McCOMBER ET CUMMINGS.

109 RUE S.-PAUL OUEST, COIN S.-SULPICE.

ÉTABLIS EN 1895.

Rappelez-vous qu'il y a une grande différence entre acheter des tapis à bon marché et acheter des tapis bon marché.

La mauvaise sorte ne fera jamais un joli plancher.

Si vous êtes bons juges en tapis, vous achèterez chez VALIQUETTE et serez certains.

Si vous n'êtes pas bons juges vous devrez acheter chez VALIQUETTE pour être certains.

Choix considérable des plus variés.

Prix incomparables par toute la ville.

Plus de 100,000 pieds carrés couverts de marchandises.

Palais de l'ameublement

471-477 RUE S.-CATHERINE EST

ANGLE S.-CATHERINE ET S.-ANDRÉ

ALMY'S LIMITED

Notre exposition de

MODES D'ÉTÉ

SUR MODELES VIVANTS

aura lieu mardi, mercredi et jeudi les 16, 17

et 18 mai. Surveillez bien nos annonces

pour de plus amples détails.

DECES A MONTREAL

BASTIEN, Roméo, 4 mois, enfant d'Arthur Bastien, commis, rue Bleas, 270.